

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1056

25 avril 2012

SOMMAIRE

Alaska Holdings S.à r.l.	50645	Eurefco	50659
Aquila Sachwert-Basisfonds I (Wald) S.A.	50670	Euro Estates S.A.	50660
Bladerunner S.à r.l.	50647	Eurofip International S.A.	50660
Blitzen S.à r.l.	50661	Euromill Invest S.A.	50660
C6 Ré	50645	Euromill Invest S.A.	50645
Calpam Transports Luxembourg S.à r.l.	50642	Europäische Möbelunion	50648
Calpam Transports Luxembourg S.à r.l.	50642	European Food Ingredients S.A.	50669
Calpam Transports Luxembourg S.à r.l.	50642	Europe Machines Outils S.à r.l.	50648
Carré-Beaufort	50643	Fare Development S.A. S.P.F.	50687
Centre de Psychologie Appliquée aux Transports et à leur Sécurité S.A.	50643	Fashion Box International S.A.	50687
Charles de Croisset Finance	50643	Fiduciaire Centra Fides S.A.	50688
Charles de Croisset Finance	50644	Five and Fifth	50669
Charles de Croisset Finance	50644	Fletcher Marine S.à r.l.	50651
Clear Vision International S.A.	50644	Fletcher Marine S.à r.l.	50669
Danub SA	50645	Fleurisse S.A.	50643
Dolpa S.à r.l.	50646	Foyer Assurances S.A.	50687
Droffic Investments S.A.	50646	Gallardo S.A.	50642
Dunara SA	50644	Gérances et Jardins, s.à .r.l.	50648
Dunara SA	50647	Javari S.A.	50688
DVR Holding	50647	LMR Investments S.à r.l.	50646
E.I.I.C. S.A.	50647	Luxembourg Congres	50651
Elle Tao Sàrl	50649	Netcore PSF S.A.	50668
Eozen S.A.	50649	Northam CCPF PropCo CVD S.à r.l.	50651
Errol Finances S.A.	50650	PanEuropean (Lisbon) S.à r.l.	50688
ERS S. à r.l.	50650	Treveria Fourteen S.à r.l.	50649
Estrella S.A.	50650	Treveria Nineteen S.à r.l.	50650
		Treveria Seventeen S.à r.l.	50659
		Treveria Sixteen S.à r. l.	50669
		Zeus Telecom S.A.	50660

Gallardo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 101.746.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 15 décembre 2011

Cinquième résolution:

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur Monsieur Guy HORNICK et désigne à partir du 15 décembre 2011 Monsieur Gerdy ROOSE, né à Wevelgem (Belgique) le 14.02.1966, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2016.

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur Monsieur Thierry FLEMING et désigne à partir du 15 décembre 2011 Monsieur Pierre LENTZ, né à Luxembourg le 22.04.1959, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

L'assemblée prend note également du changement d'adresse professionnelle de la société AUDIEX S.A., anciennement sise 57, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg et transférée 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

GALLARDO S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2012036183/21.

(120048022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Calpam Transports Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8069 Bertrange, 14, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 70.997.

Le bilan au 31 mars 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Signature

Gérant technique

Référence de publication: 2012036079/12.

(120048053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Calpam Transports Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8069 Bertrange, 14, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 70.997.

Le bilan au 31 mars 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Signature

Gérant technique

Référence de publication: 2012036080/12.

(120048054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Calpam Transports Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8069 Bertrange, 14, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 70.997.

Le bilan au 31 mars 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Signature

Gérant technique

Référence de publication: 2012036081/12.

(120048055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Fleurisse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 110.353.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 20 mars 2012

Monsieur ROSSI Jacopo, 10 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Monsieur DE BERNARDI Alexis et Monsieur DIEDERICH Georges sont renommés administrateurs.

Monsieur ROSSI Jacopo est nommé Président du Conseil d'administration.

Monsieur DONATI Régis est renommé commissaire aux comptes.

Les mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Pour extrait sincère et conforme

FLEURISSE S.A.

Georges DIEDERICH

Administrateur

Référence de publication: 2012036168/18.

(120048356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Carré-Beaufort, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6315 Beaufort, 10, rue de l'Auberge.

R.C.S. Luxembourg B 119.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CARRE-BEAUFORT

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012036083/12.

(120048429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Centre de Psychologie Appliquée aux Transports et à leur Sécurité S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3249 Bettembourg, 26, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 123.393.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE AUX TRANSPORTS ET A LEUR SECURITE SA

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012036085/11.

(120048261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Charles de Croisset Finance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012036086/9.

(120048576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Dunara SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.683.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 23 février 2012

Cinquième résolution:

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur Monsieur Guy HORNICK et désigne à partir du 23 février 2012 Monsieur Gerdy ROOSE, né à Wevelgem (Belgique) le 14.02.1966, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015.

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur Monsieur Thierry FLEMING et désigne à partir du 23 février 2012 Monsieur Pierre LENTZ, né à Luxembourg le 22.04.1959, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

L'assemblée prend note également du changement d'adresse professionnelle de la société AUDIEX S.A., anciennement sise 57, Avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg et transférée 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DUNARA S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2012036119/22.

(120047821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Charles de Croisset Finance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012036087/9.

(120048577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Charles de Croisset Finance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012036088/9.

(120048578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Clear Vision International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 72.155.

Monsieur Yahya EL MIR démissionne de sa fonction d'administrateur au sein de la société Clear Vision International S.A., avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26.03.2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012036089/13.

(120048466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Alaska Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 142.061.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 27 février 2012, a décidé d'accepter:

- la démission de Fabrice Hablot en qualité de gérant de la Société avec effet au 27 février 2012.
- la nomination avec effet au 27 février 2012 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de Dominique Le Gal, né à Savigny-Sur-Orge (France), le 9 décembre 1971, et ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 27 février 2012, composé comme suit:

- Nicole GÖTZ, gérant
- Maxime NINO, gérant
- Dominique LE GAL, gérant
- Michael FURTH, gérant
- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Nicole Götz
Gérant

Référence de publication: 2012037040/23.

(120048368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Euromill Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A, route d'Eselborn.

R.C.S. Luxembourg B 82.980.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012036146/9.

(120048139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

C6 Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 144.505.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012036102/10.

(120048858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Danub SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.660.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DANUB S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2012036109/11.

(120047809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Signature.

LMR Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 72.386.

Remplace la première version déposée le 27/07/2010 (No: L100112886)

Extrait de la résolution prise par les associés de la société le 20 juillet 2010

Il a été décidé

d'accepter la démission en date du 12 juillet 2010 de:

- Monsieur Henry REICHMANN, né le 20 août 1972 à Toronto, Canada, résident à 13 Minchat Yatzhak Street, Apt. 6, Jerusalem, 99481, Israel

Il en résulte de la résolution prise ci-dessus que le conseil de gérance de la société est composé comme suit:

- Monsieur Bradley Unsworth, Gérant

- Monsieur Kuy Ly Ang, Gérant

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012036277/18.

(120048565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Dolpa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 302.125.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 79.973.

Il est porté à la connaissance de tiers que le mandat de Deloitte & Touche, ayant son siège social au Bijster 5, NL-4817 HX Breda, Pays-Bas, en tant que commissaire aux comptes de la société Dolpa S.à r.l., a pris fin lors de l'assemblée qui a statué sur les comptes 2008.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012036115/14.

(120048539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Droffic Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 161.949.

Avis complémentaire à l'avis de la société déposé le 23/02/2012 sous le numéro L120047365

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 16 mars 2012

L'assemblée générale extraordinaire accepte la démission de Centralis S.A. de sa fonction de commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat.

L'assemblée générale extraordinaire nomme comme nouveau commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat pour une période qui dure jusqu'à l'assemblée générale annuelle ordinaire qui se tiendra en 2013, la société W.A.B., Want Brothers Accounting S.A., société anonyme, dont le siège social se situe 41 avenue de la liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au RCS sous le numéro B 146193.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012036116/17.

(120048463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Bladerunner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 164.459.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 27 février 2012, a décidé d'accepter:

- la démission de Fabrice Hablot en qualité de gérant de la Société avec effet au 27 février 2012.
- la nomination avec effet au 27 février 2012 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de Dominique Le Gal, né à Savigny-Sur-Orge (France), le 9 décembre 1971, et ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 27 février 2012, composé comme suit:

- Nicole GÖTZ, gérant
- Maxime NINO, gérant
- Dominique LE GAL, gérant
- Michael FURTH, gérant
- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Nicole Götz

Gérant

Référence de publication: 2012037054/23.

(120048377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Dunara SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.683.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DUNARA S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2012036120/11.

(120047823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

DVR Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 74.893.

À l'attention de l'Actionnaire Unique

Je soussigné, Stéphane Weyders, né le 2 janvier 1972 à Arlon (Belgique) et domicilié au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, démissionne avec effet immédiat du poste de gérant de la société DVR HOLDING S.à r.l. une société de droit Luxembourgeois ayant son siège social au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 mars 2012.

Stéphane Weyders.

Référence de publication: 2012036121/12.

(120048234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

E.I.I.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 90.524.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2012.

Référence de publication: 2012036124/10.

(120048365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Gérances et Jardins, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3918 Mondercange, 1, rue d'Ehlerange.

R.C.S. Luxembourg B 116.247.

—
Extrait des résolutions de l'AGE du 29 février 2012

L'an deux mille douze, le 29 février,

a comparu:

- la société Op Der Gan représentée par Monsieur Michel REINHARD, demeurant à L-3918 Mondercange, 1, rue d'Ehlerange,

Laquelle comparant, agissant en qualité d'associée unique de la société à responsabilité limitée «GERANCES ET JARDINS S.à r.l.», avec siège social à L-3918 Mondercange, 1, rue d'Ehlerange, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Théodor WEBER, de son poste de gérant technique

Deuxième résolution

Monsieur Michel REINHARD, prénommé, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant.

Pour extrait conforme.

Fait à Mondercange, le 29 février 2012.

Référence de publication: 2012036187/21.

(120048169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Europäische Möbelunion, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 7.352.

—
Auszug aus der Abtretungsvereinbarung vom 07. Maerz 2012 und vom 14. Maerz 2012

Der Gesellschafter Europa Möbel Verbund GmbH, mit Sitz in D-85777 Fahrenzhausen, 8, Ampertal, Handelsregisternummer HRB München 155461,

tritt mit Wirkung vom 01. April 2012 ein (1) Anteil ab von der Gesellschaft Europäische Möbelunion Sàrl, mit Sitz in L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel, RCSL B7352

an die Firma EURETCO B.V. mit Sitz in NL-4815 NG BREDA, 2, Stadionstraat, Handelsregisternummer Breda 20074112.

Luxemburg, den 22. Maerz 2012.

Für gleichlautenden Auszug

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2012036131/17.

(120047803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Europe Machines Outils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8055 Bertrange, 132, rue de Dippach.

R.C.S. Luxembourg B 94.939.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Europe Machines Outils, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012036132/11.

(120048426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Treveria Fourteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.942.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 18 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Abdelhakim Chagaar, de Monsieur Nedim Görel et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liegeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012036440/26.

(120048528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Elle Tao Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8140 Bridel, 99, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 88.149.

EXTRAIT

L'adresse de la Gérante et Associée Madame Isabelle SYMOLKA est désormais la suivante:
99, route de Luxembourg

L-8140 Bridel

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012036134/15.

(120048678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Eozen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 55.944.

Monsieur Yahya EL MIR démissionne de sa fonction d'administrateur au sein de la société Eozen S.A., avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26.03.2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012036138/13.

(120048467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Treveria Nineteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.943.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 18 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Abdelhakim Chagaar, de Monsieur Nedim Görel et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liégeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012036441/26.

(120048441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Errol Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 90.755.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ERROL FINANCES S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2012036139/11.

(120048717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

ERS S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 97.470.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ERS S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012036140/11.

(120048427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Estrella S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 45.449.

EXTRAIT

- Monsieur Vittorio VENTURA, né le 04 novembre 1975 à Milan (Italie), Administrateur de la société a changé d'adresse et demeure maintenant Jakubovo Namestie 3, 81109 Bratislava (Slovaquie);

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2012.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012036141/14.

(120048221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Luxembourg Congres, Société Anonyme.

Siège social: L-1499 Luxembourg, 1, rue du Fort Thüngen.

R.C.S. Luxembourg B 58.684.

—
Extrait de l'Assemblée Générale du 21 mars 2012

L'assemblée générale a pris à l'unanimité la résolution suivante:

La société FIDEWA - CLAR S.A., RCSL B 165.462, avec siège social au 2-4 rue du Château d'Eau L-3364 LEUDELANGE, est nommée en qualité de réviseur d'entreprise de la société.

Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Luxembourg, le 22 mars 2012.

Pour extrait conforme

Pour LUXEMBOURG CONGRES

FIDUCIAIRE DES P.M.E.

SOCIETE ANONYME

Signatures

Référence de publication: 2012036286/18.

(120048610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Fletcher Marine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 96.975.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 12 mars 2012

Ayant été informé de la démission de Monsieur Guy HORNICK, de son mandat de gérant de catégorie B, l'associé unique a décidé de nommer pour une durée indéterminée, Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de catégorie B.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 21 mars 2012.

Référence de publication: 2012036156/15.

(120048540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Northam CCPF PropCo CVD S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 167.513.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twelfth of March.

Before Us Joseph ELVINGER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

“Northam CCPF Holding S.à r.l.”, a private limited liability company incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, here represented by Flora Gibert, notary's clerk residing in Luxembourg, by virtue of one proxy given under private seal dated March 8, 2012.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form - Corporate name. There is formed a private limited liability company under the name "Northam CCPF PropCo CVD S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the city of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Object.

3.1 The Company's object is to hold interests and participations in:

3.1.1 Luxembourg or foreign entities the sole object and purpose of which is, according to their articles or constitutional documents, to acquire, hold, manage, develop, let and dispose of real estate ("Real Estate Companies"); and/or

3.1.2 Luxembourg or foreign entities the sole object of which is, according to their articles or constitutional documents, to hold interests and participations in Real Estate Companies.

3.2 To serve the object of the Company, the Company may perform all operations and all transactions which are necessary to fulfill its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose, by, including but not limited to, granting of loans to companies within the meaning of 3.1 above, in which it has a direct or indirect interest and by encumbering its assets and assigning and pledging claims from legal relationships relating to its assets as security for loans taken up by the Company, it being understood that (i) as long as the Company is a direct or indirect subsidiary of Northam Property Funds Management S.à r.l. acting on behalf of Northam Property Funds FCP-FIS - Northam Canadian Commercial Property Fund, the Company will only enter into such transactions which do not result in a breach of the management regulations applicable to Northam Property Funds FCP-FIS - Northam Canadian Commercial Property Fund and (ii) the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3 The Company's object is also to directly invest in, acquire, hold, manage, develop, let and dispose of real estate.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The corporate capital of the Company is fixed at twenty five thousand Canadian dollars (CAD 25,000.-) divided into twenty five (25) shares with a nominal value of thousand Canadian dollars (CAD 1,000.-) per share (hereafter referred to as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III. - Management

Art. 8. Management.

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, he/it will be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance") (hereafter the "Board of Managers").

8.2 The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

Art. 9. Powers of the Sole Manager or of the Board of Managers.

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 10. Representation of the Company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any manager.

Art. 11. Delegation and Agent of the Sole Manager or of the Board of Managers.

11.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any manager may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 12. Meeting of the Board of Managers.

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman.

12.8 Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV. General Meeting of Shareholders

Art. 13. Powers of the General Meeting of Shareholder(s) - Votes.

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V. - Business Year

Art. 14. Business Year.

14.1 The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution Right of Shares.

15.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

15.4 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI. - Liquidation

Art. 16. Dissolution and Liquidation.

16.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

16.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

16.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 17. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory Provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2012.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

	Shares:
Northam CCPF Holding S.à r.l.	<u>25 Shares</u>
Total:	<u>25 Shares</u>

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twenty five thousand Canadian dollars (CAD 25,000.-) corresponding to a share capital of twenty five thousand Canadian dollars (CAD 25,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand three hundred Euro.

General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above named person, Northam CCPF Holding S.à r.l., representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as Managers of the Company for an undetermined period:

- Mr. Patrick W.A. Handreke, born in Hamburg, Germany on the 30th of March, 1964, having his professional address at 2 Carlton Street, Suite 909, Toronto, Ontario, M5B 1J3, Canada;

- Mr. Robert Brimeyer, born in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on the 3rd of May 1972, having his professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Thomas Melchior, born in Merzig, Germany on the 14th of April, 1964 having his professional address at 334, route de Mondorf, L-3260 Bettembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le douze mars

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

«Northam CCPF Holding S.à r.l.», une société à responsabilité constituée et régie par la loi luxembourgeoise et ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ici représentée par Flora Gibert, clerc de notaire, ayant sa résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé datée du 8 mars 2012.

Cette procuration, signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera jointe au présent acte pour être soumise aux autorités d'enregistrement.

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont demandé au notaire instrumentant qu'il acte les statuts d'une "société à responsabilité limitée".

Titre I^{er} . Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme - Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Northam CCPF PropCo CVD S.à r.l." qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après ces "Statuts").

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification de ces Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société, est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de cette Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la société est de détenir des intérêts et participations dans

3.1.1 des entités luxembourgeoises ou étrangères dont le seul objet et le but est, conformément à leurs statuts ou documents constitutifs, d'acquérir, détenir, gérer, développer, louer et disposer de biens immobiliers ("Sociétés Immobilières"); et/ou

3.1.2 des entités luxembourgeoises ou étrangères dont le seul objet est, conformément à leurs statuts ou documents constitutifs, de détenir des intérêts et participations dans des Sociétés Immobilières.

3.2 Pour satisfaire l'objet de la Société, la Société peut réaliser toutes opérations et transactions nécessaires à la réalisation de son objet ainsi que toutes opérations liées directement ou indirectement visant à accomplir son but, incluant, mais sans se limiter à, le fait d'accorder des prêts à des sociétés au sens du paragraphe 3.1 ci-dessus, dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, et en grevant ses actifs et en demandant l'attribution et le nantissement découlant des rapports légaux en vertu de ses actifs comme garantie des prêts consentis par la Société, en prenant en compte le fait que (i) aussi longtemps que la Société est une filiale directe ou indirecte de Northam Property Funds Management S.à r.l. agissant pour le compte du Northam Property Funds FCP-FIS -Northam Canadian Commercial Property Fund, la Société n'entrera uniquement que dans des transactions n'entraînant pas une violation du règlement de gestion applicable à Northam Property Funds FCP-FIS -Northam Canadian Commercial Property Fund et (ii) la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3 L'objet de la Société est aussi d'investir directement, d'acquérir, de détenir, de gérer, de développer, de louer et de disposer des biens immobiliers.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à vingt-cinq mille dollars canadiens (25.000.- CAD) divisés en vingt-cinq (25) Parts Sociales ayant chacune une valeur nominale de mille dollars canadiens (1.000.- CAD) et ci-après dénommées les "Parts". Les détenteurs de Parts Sociales sont dans leur ensemble désignés ci-après les "Associés".

5.2 En complément au capital social, il peut être mis en place un compte de prime dans lequel toute prime d'émission payée pour toute part sera versée. Le montant de ce compte de prime est à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales ont des droits équivalents.

5.4 La Société peut procéder au rachat des ses propres parts dans les limites posées par la Loi.

Art. 6. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales de la Société détenues par l'Associé unique sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

Titre II. - Gérance

Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution des associés. Dans le cas d'un seul gérant, il sera fait référence à celui-ci comme "Gérant Unique". En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constitueront le conseil de gérance (ci-après "Conseil de Gérance").

8.2 Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans cause, par décision des associé(s).

Art. 9. Pouvoirs du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes de cet article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou ces Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance.

Art. 10. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique dans le cas d'un Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de tout gérant ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué par son Gérant Unique en cas d'un Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout gérant.

Art. 11. Délégation et Agent du Gérant Unique.

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant, peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Réunion du Conseil de Gérance.

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance pourra valablement débattre et prendre des décisions sans avis préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et ont renoncé aux requis et formalités de convocation.

12.3 Tout Gérant peut agir lors d'une réunion du Conseil de Gérance en nommant par écrit ou par télégramme ou par télécopie ou par e-mail ou par lettre un autre gérant comme son proxy. Un Gérant peut également nommer un autre Gérant pour le représenter par téléphone en le confirmant plus tard par écrit.

12.4 Le Conseil de Gérance pourra valablement débattre et prendre des décisions si une majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité simple.

12.5 L'utilisation d'un équipement de vidéoconférence et de conférences téléphoniques pourra être autorisée dans la mesure où chaque Gérant participant est capable d'entendre et d'être entendu par tous les autres Gérants participants utilisant ou non cette technologie, et chaque Gérant participant sera considéré comme présent et pourra être autorisé à voter par vidéo ou téléphone.

12.6 Une décision écrite, signée par l'ensemble des gérants, est valide comme si celle-ci avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoqué et tenu. Une telle décision peut être documentée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant chacun le même contenu signé par l'ensemble des membres du Conseil de Gérance.

12.7 Les minutes d'une réunion d'un Conseil de Gérance seront signées par le président.

12.8 Les extraits seront certifiés par l'un des Gérants ou toute personne nommée par l'un des Gérants ou durant la réunion du Conseil de Gérance.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes.

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote part écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises que si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant ces Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales. Le changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Titre V. - Exercice social

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, par le Conseil de Gérance, et celui-ci ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Droit de distribution des parts.

15.1 Le bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'Article 13.7 précité.

15.4 Nonobstant les dispositions précédentes, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) ces sommes distribuées qui ne correspondraient pas aux profits effectivement générés seront remboursées par les Actionnaires.

Titre VI. - Liquidation

Art. 16. Dissolution et Liquidation.

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

16.2 La liquidation de la Société sera décidée par l'assemblée des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

16.3 La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Titre VII. - Loi applicable

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2012.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

Northam CCPF Holding S.à r.l.	25 Parts Sociales
Total:	25 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de vingt-cinq mille dollars canadiens (25.000.CAD) correspondant à un capital de vingt-cinq mille dollars canadiens (25.000.CAD) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille trois cents Euros.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la personne comparante précitée, Northam CCPF Holding S.à r.l., représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés comme Gérants de la Société pour une période illimitée:

- Monsieur Patrick W.A. Handreke, né à Hamburg, Allemagne, le 30 mars, 1964, ayant son adresse professionnelle à 2 Carlton Street, Suite 909, Toronto, Ontario, M5B 1J3, Canada;

- Monsieur Robert Brimeyer, né à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, le 3 mai 1972, ayant son adresse professionnelle à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Thomas Melchior, né à Merzig, Allemagne, le 14 avril 1964, ayant son adresse professionnelle à 334, route de Mondorf, L-3260 Bettembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 mars 2012. Relation: LAC/2012/11867. Reçu soixante-quinze Euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2012.

Référence de publication: 2012033014/398.

(120043421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2012.

Eurefco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 15.655.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EUREFCO

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012036142/12.

(120048425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Treveria Seventeen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.955.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 18 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Abdelhakim Chagaar, de Monsieur Nedim Görel et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liegeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012036442/26.

(120048532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Euro Estates S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 89.097.

Il résulte d'une décision du gérant prise en date du 21 mars 2012 que la convention de domiciliation conclue entre SG AUDIT Sàrl, 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, R.C.S. Luxembourg B 75 908 et la société EURO ESTATES S.A., R.C.S. Luxembourg B 89 097 a été dénoncée avec effet immédiat.

Le siège social de la société EURO ESTATES S.A. fixé jusqu'alors au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, est par conséquent également dénoncé.

Pour extrait conforme
SG AUDIT Sàrl

Référence de publication: 2012036143/13.

(120047958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Eurofip International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 62.758.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque S.A.
Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2012036145/13.

(120048349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Euromill Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A, route d'Eselsborn.

R.C.S. Luxembourg B 82.980.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012036147/9.

(120048140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Zeus Telecom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 161.845.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire et de la réunion du Conseil d'Administration en date du 10 mars 2012, les décisions suivantes ont été prises:

1) La démission de RED LION INTERNATIONAL MANAGEMENT S.A., ayant comme représentant permanent Monsieur Léonard Engelbertus DE WAAL, de ses fonctions d'administrateur-délégué et d'administrateur est acceptée.

2) Est nommé jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2016.

- Lars GOSLINGS, avocat, demeurant professionnellement 1, rue Jean Pierre Basseur, L-1258 Luxembourg, administrateur.

3) Le siège social de la société est transféré à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi.

Remplace le Dépôt antérieur: RCS B 161 845 L120045288

Enregistré et déposé le 21.03.2012

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2012036487/19.

(120048014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Blitzen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 167.542.

In the year two thousand and twelve, on the fourteenth day of March;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

There appeared:

“GS Lux Management Services S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée formed and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 88.045, having its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg,

here represented by Mrs. Christèle PIERRE-ALEXANDRE, lawyer, with professional address at 22-24, Rives de Clausen, in L-2165 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it declares to form:

Title I. - Object - Denomination - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a société à responsabilité limitée governed by actual laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the law of September 18th, 1933 on limited liability companies, as amended, as well as the present articles of incorporation.

Art. 2. The denomination of the company is "Blitzen S.à r.l."

Art. 3. The registered office of the company is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The company may borrow in any form.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is formed for an unlimited period of time.

Title II. - Capital - Parts

Art. 6. The capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (12,500.-EUR) represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one cent Euro (0.01 EUR) each.

The company shall have an authorized capital of one hundred million Euro (100,000,000 EUR) represented by ten billion (10,000,000,000) shares having a par value of one cent Euro (0.01 EUR) each.

The Board of Managers is authorised and appointed:

– to increase from time to time the subscribed capital of the company within the limits of the authorised capital, at once or by successive portions, by issuance of new shares with or without share premium, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, by conversion of convertible preferred equity certificates or other convertible notes or similar instruments or, upon approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

– to determine the place and the date of the issuance or of the successive issuances, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares.

Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed.

The period of this authority may be extended by resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders, from time to time, in the manner required for amendment of these articles of association.

The Board of Managers is authorised to determine the conditions attached to any subscription for shares. In case of issuance of shares, the Board of Managers of the Company may, in its sole discretion, decide the amounts to be issued.

When the Board of Managers effects a whole or partial increase in capital pursuant to the provisions referred to above, it shall be obliged to take steps to amend this article in order to record the change and the Company's management is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law.

Art. 7. Every share entitles its owner to one vote.

Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies.

The shares are indivisible with regard to the company, which admits only one owner for each of them.

Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The company, however, may redeem its shares whenever the Board of Managers considers this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these articles and by law.

Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company's retained profits and non-compulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the Board of Managers.

Art. 8. The life of the company does not terminate by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 9. A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by one or several Managers, who need not be shareholders.

In case of plurality of Managers, the Managers shall form a board of Managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. To the extent applicable and where the term "sole Manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of Managers" used in these articles of association shall be read as a reference to the "sole Manager".

The Managers will be appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office. The general meeting of shareholders has the power to remove Managers at any time without giving reasons.

The Board of Managers elects among its members a chairman; in the absence of the chairman, another Manager may preside over the meeting.

A Manager unable to take part in a meeting may delegate by letter, telex, telefax or telegram another member of the Board to represent him at the meeting and to vote in his name.

Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communications device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person, or by proxy, or by means of such communications device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. Members of the Board of Managers who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of such a communications device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

The Board of Managers convenes upon call by the chairman, or any third party delegated by him or by any Manager, as often as the interest of the company so requires.

The Board of Managers can validly deliberate and act only if the majority of Managers is present or represented.

Resolutions shall be passed with the favourable vote of the majority of Managers present or represented.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

The resolutions of the Board of Managers will be recorded in minutes signed by all of the members who took part at the deliberation.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Managers.

Art. 11. The Board of Managers is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

The Board of Managers may pay interim dividends, provided that prior to such authorisation, the Board of Managers shall be in possession of interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividend.

In the event of a vacancy on the Board of Managers, the remaining Managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

The powers and remunerations of any Managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first Managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. The Board of Managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more Managers, who will be called Managing Director(s).

The Board of Managers may also delegate the power of company's representation to one or several Managers or to any other person, shareholder or not, who will represent individually or jointly the company for specific transactions as determined by the Board of Managers.

Any Manager, appointed as described in the previous paragraph, may issue a power of attorney, by his or her sole signature, as required, in order to give a special power to an attorney (ad hoc agent) to represent individually the company for specific purposes as determined in the special power of attorney.

Art. 13. The company is bound by the sole signature of any one Manager for decisions having a value of an amount of up to ten thousand Euro (10,000.-EUR). For decisions having a value of an amount over ten thousand Euro (10,000.-EUR), the company is bound by the signature of its sole Manager and in case of plurality of Managers, by the joint signature of at least two Managers.

Art. 14. Any Manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the company; as a proxy holder he is only responsible for the execution of his mandate.

Title IV. - General meeting of the shareholders

Art. 15. The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended.

All decisions exceeding the powers of the Board of Managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the Board of Managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 16. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year. Exceptionally the first financial year shall begin on the day of incorporation and close on December 31st, 2012.

Art. 17. Each year, as of December 31st, the Board of Managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the property of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the Managers to the company.

At the same time the Board of Managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Each year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Art. 20. In the event of a dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts.

Art. 21. For all matters not provided for in the present articles of incorporation, the parties refer to the existing laws.

Subscription - Payment

The articles of incorporation having thus been established, the appearing party declares to subscribe the capital as follows:

GS Lux Management Services S.à r.l.	1,250,000 shares
TOTAL	1,250,000 shares

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately nine hundred Euros (EUR 900.-).

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1) The number of Managers is fixed at five (5).

2) Are appointed as Managers for an unlimited period:

- Mr. Maxime NINO, Managing Director, born in Arlon, Belgium, on December 13, 1983, professionally residing at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Dominique LE GAL, Managing Director, born in Savigny-Sur-Orge, France, on December 9, 1971, professionally residing at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mrs. Nicole GÖTZ, Managing Director, born in Brackenheim, Germany, on June 4, 1967, professionally residing at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- Mrs. Véronique MENARD, Managing Director, born in Le Loroux Bottereau, France, on October 2, 1973, professionally residing at 133, Fleet Street, Peterborough Court, London EC4A 2BB, United Kingdom; and

- Mr. Michael FURTH, Managing Director, born in Geneva, Switzerland, on April 29, 1968, professionally residing at 133, Fleet Street, Peterborough Court, London EC4A 2BB, United Kingdom.

3) The company shall have its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le quatorzième jour de mars.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A comparu

GS Lux Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et opérant sous le droit du Grand Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 88.045 ayant son siège social au 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg,

ici représentée par Madame Christèle PIERRE-ALEXANDRE, avocat, demeurant professionnellement à L-2165 Luxembourg, 22, Rives de Clausen, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

Titre I^{er} . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, par celle du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La dénomination de la société est «Blitzen S.à r.l.».

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500, EUR) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent d'Euro (0,01 EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

La Société aura un capital social autorisé de cent millions d'Euros (100.000.000, EUR) représenté par dix milliards (10.000.000.000) de parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent d'Euro (0,01 EUR) chacune.

Le Conseil de Gérance est autorisé à, et mandaté pour:

– augmenter le capital social de la société dans les limites du capital autorisé, en une seule fois ou par tranches successives, par émission de parts sociales nouvelles avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par conversion de créances, par conversion de titres préférentiels convertibles ou d'autres titres convertibles ou instruments similaires ou, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

– fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération de parts sociales nouvelles;

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte.

La durée de cette autorisation peut être étendue par décision de l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée générale des associés, statuant comme en matière de modification des présents statuts.

Le Conseil de Gérance est autorisé à déterminer les conditions de souscription des parts sociales. En cas d'émission de parts sociales, le Conseil de Gérance de la Société peut décider, à sa seule discrétion, du total des émissions.

Lorsque le Conseil de Gérance effectue une augmentation partielle ou totale de capital conformément aux dispositions mentionnées ci-dessus, il sera obligé de prendre les mesures nécessaires pour modifier cet article afin de constater cette modification et la gérance de la Société est autorisée à prendre ou à autoriser toutes les mesures requises pour l'exécution et la publication de telle modification conformément à la loi.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peut être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque part. Les parts sociales ne sont pas remboursables à la demande des associés.

La société peut, toutefois, lorsque le Conseil de Gérance considère que cela est dans l'intérêt de la société, aux conditions et aux termes prévus par la loi et les statuts, racheter ses propres parts.

À moins que le rachat des parts soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil de Gérance.

Art. 8. La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. - Administration

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non.

En cas de pluralité de Gérants, les Gérants constituent un Conseil de Gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la société. Dans la mesure où le terme «Gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au «Conseil de Gérance» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au «Gérant unique».

Les Gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée limitée ou sans limitation de durée. L'assemblée générale des associés peut révoquer les Gérants à tout moment, avec ou sans motif.

Le Conseil de Gérance désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un autre Gérant présent.

Chaque Gérant de la société empêché de participer à une réunion du Conseil de Gérance peut désigner par écrit, télégramme, télex ou téléfax, un autre membre du Conseil de Gérance comme son mandataire, aux fins de le représenter et de voter en son nom.

Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du Conseil de Gérance présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion. Les membres du Conseil de Gérance qui participent à une réunion du Conseil de Gérance via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Le Conseil de Gérance se réunit sur la convocation du président, ou tout tiers délégué par lui ou par n'importe lequel de ses Gérants, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir que si une majorité de Gérants sont présents ou représentés.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Gérance seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Des copies ou extraits de ce procès-verbal à produire lors d'une procédure judiciaire ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par deux Gérants.

Art. 11. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le Conseil de Gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

En cas de vacance d'une place au Conseil de Gérance, les Gérants restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Les pouvoirs et rémunérations des Gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers Gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs Gérants qui prendront la dénomination de Gérants délégués.

Le Conseil de Gérance peut également déléguer le pouvoir de représentation de la société à un ou plusieurs Gérants ou à toute autre personne, associé ou non, qui représentera la société individuellement ou conjointement pour des transactions spécifiques tel que déterminé par le Conseil de Gérance.

Tout Gérant, tel que désigné comme décrit dans le paragraphe précédent, peut donner pouvoir spécial, par sa seule signature, à toute autre personne susceptible d'agir seule comme mandataire ad hoc de la société pour certaines tâches telles que définies dans le pouvoir spécial.

Art. 13. La société est engagée par la seule signature d'un gérant pour toute décision ayant une valeur jusqu'à un montant de dix mille Euros (10.000.-EUR). Concernant les décisions ayant une valeur supérieure à dix mille Euros (10.000.-EUR), la société est engagée par la signature de son gérant unique ou par les signatures conjointes d'au moins deux gérants en cas de pluralité de gérants.

Art. 14. Le ou les Gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 15. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du Conseil de Gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. - Année comptable - Profits - Réserves

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice qui commence en date du jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2012.

Art. 17. Chaque année au 31 décembre, la gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes contractés par le Conseil de Gérance.

En même temps, le Conseil de Gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que l'inventaire.

Art. 18. Chaque associé aura le droit de consulter l'inventaire au siège social, ainsi que le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédant l'assemblée générale annuelle.

Art. 19. Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. L'excédent est à la libre disposition des associés.

Art. 20. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se rapportent aux dispositions légales applicables.

Souscription - Libération

Les statuts ayant été établis, le comparant déclare vouloir souscrire le total du capital de la manière suivante:

GS Lux Management Services S.à r.l.	1.250.000 parts sociales
TOTAL	1.250.000 parts sociales

Les parts sociales ont été entièrement libérées à hauteur d'un montant de douze mille cinq cents Euros (12.500,-EUR) par un apport en numéraire de sorte que cette somme est à la disposition de la société à partir de ce moment tel qu'il a été certifié au notaire instrumentaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à neuf cents euros (EUR 900,-).

Résolutions prises par l'associée unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

- 1) Le nombre de Gérants est fixé à cinq (5).
- 2) Sont nommés Gérants pour une période indéterminée:
 - Monsieur Maxime NINO, Managing Director, né à Arlon, Belgique, le 13 décembre 1983, demeurant professionnellement au 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - Monsieur Dominique LE GAL, Managing Director, né à Savigny-Sur-Orge, France, le 9 décembre, 1971 demeurant professionnellement au 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - Madame Nicole GÖTZ, Managing Director, née à Brackenheim, Allemagne, le 4 juin 1967, demeurant professionnellement au 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - Madame Véronique MENARD, Managing Director, née à Le Loroux Bottereau, France, le 2 octobre 1973, demeurant professionnellement 133, Fleet Street, Peterborough Court, Londres EC4A 2BB, Royaume Uni; et
 - Monsieur Michael FURTH, Managing Director, né à Genève, Suisse, le 29 avril 1968, demeurant professionnellement au 133, Fleet Street, Peterborough Court, Londres EC4A 2BB, Royaume Uni.
- 3) Le siège social de la société est établi au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. PIERRE-ALEXANDRE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 mars 2012. LAC/2012/12115. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Luxembourg, le 19 mars 2012.

Référence de publication: 2012033311/410.

(120044091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2012.

Netcore PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8212 Mamer, 49, rue de Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 63.100.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 20 mars 2012

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012:

- Monsieur Joseph GLOD, demeurant 7, cité Raedelsbëch, L-3314 Bergem, Président
- Monsieur John ROLLINGER, demeurant 72, rue Haard, L-4970 Bettangesur Mess,
- Monsieur JeanMarie SPAUS, demeurant professionnellement au 2, rue Emile Bian, L-2999 Luxembourg
- Madame Andrée ROLLINGERWEIMERSKIRCH, demeurant 72, rue Haard, L-4970 Bettange sur Mess,
- Monsieur Paul KIEFFER, demeurant professionnellement au 2, rue Emile Bian, L-2999 Luxembourg
- Monsieur Henri SEITER, demeurant 12A, Batzent, L-8551 Noerdange.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 22 mars 2012.

Référence de publication: 2012036339/18.

(120048196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

European Food Ingredients S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 71.298.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012036148/10.

(120048329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Five and Fifth, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012036154/9.

(120048503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Fletcher Marine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 96.975.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012036155/9.

(120048527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Treveria Sixteen S.à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 125.076.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 18 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Abdelhakim Chagaar, de Monsieur Nedim Görel et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liegeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012036443/26.

(120048530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Aquila Sachwert-Basisfonds I (Wald) S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 167.522.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendzwoölf, den

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Pierre Probst, mit Amtssitz in Ettelbrück, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Die société anonyme Alceda Fund Management S.A., mit Gesellschaftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg-Stadt unter der Nummer B 123356,

vertreten durch Herrn Jean-Claude Michels, Angestellter, beruflich ansässig in L-1736 Senningerberg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 6. März 2012.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienene und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene hat den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft (Société Anonyme), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Begriffsbestimmungen

Aktie	Eine Aktie der Investmentgesellschaft.
Aktionär	Sachkundiger Investor, mit Ausnahme von natürlichen Personen, der Aktien erworben hat.
Aktionärsversammlung	Die Generalversammlung der Aktionäre
Artikel	Ein Artikel der Satzung.
Ausgeschlossene Person(en)	Alle natürliche Personen sowie Personengesellschaften, Kapitalgesellschaften oder sonstige juristische Personen, deren Anlage in Aktien nach Einschätzung des Verwaltungsrates für die bestehenden Aktionäre oder die Investmentgesellschaft von Nachteil sein könnte (insbesondere umfasst diese Kategorie auch ggf. Wettbewerber des Fonds- oder Anlageberaters oder dessen Verbundenen Unternehmen), die Verletzung von (in Luxemburg oder andernorts geltenden) Rechtsvorschriften zur Folge haben könnte oder für die Investmentgesellschaft oder deren Tochtergesellschaften einen steuerlichen oder sonstigen aufsichtsrechtlichen Nachteil (einschließlich der Einstufung des Fondsvermögens als Planvermögen im Sinne der Vorschriften des US-Arbeitsministeriums (Department of Labor) gemäß dem Arbeitnehmerrentengesetz (Employee Retirement Income Security Act) von 1974 in seiner jeweils geltenden Fassung) sowie Strafen oder Bußgelder verursachen könnte, die andernfalls nicht entstanden wären. Der Begriff Ausgeschlossene Person(en) schließt alle Anleger, welche die Definition für Sachkundige Investoren nicht erfüllen, sowie US-Personen ein.
Bankarbeitstag	Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.
Bewertungstag	Der 31. Dezember eines jeden Jahres, sowie jeder gemäß dem Emissionsdokument festgelegte oder durch den Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen zu Zwecken der Berechnung des Nettoinventarwerts bestimmte Tag. Ist ein solcher Tag kein Bankarbeitstag, wird der Nettoinventarwert je Aktie am nächstfolgenden Bankarbeitstag bestimmt.
Bindungszeitraum	Der jeweils im Emissionsdokument angegebene Zeitraum, in dem sämtliche Kapitalzusagen gemäß den Bestimmungen einer Zeichnungsvereinbarung von der Investmentgesellschaft abgerufen und von den Investoren gezahlt werden sollen.
Closing	Die von dem Verwaltungsrat bestimmten Tage, an denen Zeichnungsvereinbarungen potentieller Investoren durch die Investmentgesellschaft angenommen werden.
CSSF	Die Commission de Surveillance du Secteur Financier, die luxemburgische

	Finanzaufsicht oder eine Nachfolbehörde.
Deutsches Versicherungsunternehmen	Ein deutsches Versicherungsunternehmen, eine Pensionskasse, ein Pensionsfonds oder eine sonstige Pensionseinrichtung (einschließlich einem Deutschen Versorgungswerk) und jede andere Einheit, die dem deutschen Versicherungsaufsichtsgesetz unterliegt.
Deutsches Versicherungsaufsichtsgesetz	Das Gesetz über die Beaufsichtigung der Versicherungsunternehmen, in seiner jeweils gültigen Fassung.
Depotbank	Die Bank, die von der Investmentgesellschaft als Depotbank im Sinne des Gesetzes von 2007 ernannt wird.
Eingezahlte Kapitalzusagen	Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren, der schon abgerufen und an die Investmentgesellschaft gezahlt wurde.
Einzahlungsaufforderung	Die Aufforderung der Investmentgesellschaft an einen Investor, einen prozentualen Anteil seiner Offenen Kapitalzusage gegen Ausgabe von Aktien zu zahlen.
Emissionsdokument	Das Emissionsdokument der Investmentgesellschaftnebst etwaigen Änderungen und Ergänzungen..
Erstemissionsphase	Der vom Verwaltungsrat festgelegte und im Emissionsdokument angegebene Zeitraum (sowie ggf. dessen eventuellen Verlängerung(en)), während dessen Aktien zum Erstemissionspreis ausgegeben werden.
Erstemissionspreis	Der vom Verwaltungsrat festgelegte Preis je Aktie, zu dem die Investmentgesellschaft Aktien ggf. bezüglich einer Aktienklasse zuzüglich einer gegebenenfalls anwendbaren Ausgabegebühr während der Erstemissionsphase ausgibt.
Erstes Closing	Das im Emissionsdokument näher definierte erste Closing.
Euro oder EUR	Die gesetzliche Währung der EU-Mitgliedstaaten, die gemäß dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, geändert durch den Vertrag über die Europäische Union und den Vertrag von Amsterdam, die Gemeinschaftswährung eingeführt haben.
Gesetz von 1915	Das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils aktuellen und/oder ersetzten Fassung.
Gesetz von 2007	Das Luxemburger Gesetz vom 13. Februar 2007 betreffend spezialisierte Investmentfonds, in der jeweils geltenden Fassung sowie ggf. dessen Nachfolgesetze.
Immobilien	hat die im Emissionsdokument zugewiesene Bedeutung
Immobilien-gesellschaft	hat die im Emissionsdokument zugewiesene Bedeutung
Investmentgesellschaft	Aquila Sachwert-Basisfonds I (Wald) S.A.
Investor	Jeder Sachkundige Investor, mit Ausnahme von natürlichen Personen, welcher eine Zeichnungsvereinbarung unterschrieben hat. Falls die Umstände es erfordern, beinhaltet der Begriff Investor“ ebenfalls den Begriff Aktionär.
Kapitalzusage	Die durch den Investor gegenüber der Investmentgesellschaft durch Unterzeichnung der Zeichnungsvereinbarung eingegangene Verpflichtung, den darin angegebenen Geldbetrag gegen Ausgabe von Aktien einzuzahlen.
Mémorial	Das Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
Nettoinventarwert	Der gemäß Artikel 17 dieser Satzung und dem Emissionsdokument bestimmte Nettoinventarwert.
Offene Kapitalzusagen	Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren, der noch nicht abgerufen und gezahlt wurde.
Sachkundige Investoren	Ein sachkundiger Anleger im Sinne von Artikel 2 Absatz (1) des Gesetzes von 2007. Dies sind institutionelle Investoren, professionelle Investoren sowie jeder andere Investor, der die folgenden Bedingungen erfüllt: 1) er hat schriftlich sein Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Investor erklärt; und 2) (i) er investiert mindestens 125.000 Euro in die Investmentgesellschaft oder (ii) er verfügt über eine Beurteilung eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihm bescheinigt, den Sachverstand, die Erfahrung und Kenntnisse zu besitzen, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen spezialisierten Investmentfonds einschätzen zu können.
Satzung	Dieses Dokument.
Säumiger Investor	Ein von der Investmentgesellschaft gemäß den Bestimmungen der Satzung und des Emissionsdokumentes für säumig erklärter Investor.

Tochtergesellschaft(en)	Hat die im Emissionsdokument beschriebene Bedeutung.
US Person	Hat die in Regulation S des US-Wertpapiergesetzes von 1933 zugewiesene Bedeutung
Verbundenes Unternehmen	Bezeichnet in Bezug auf eine Person ein Unternehmen, wenn (i) dieses an der Person unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss auf diese Person ausüben kann oder (ii) umgekehrt die Person an dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder auf dieses unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann oder (iii) eine dritte Person sowohl an der Person als auch dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu jeweils mindestens mehr als 50% beteiligt ist oder auf beide unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann.
Verwaltungsgesellschaft	Alceda Fund Management S.A..
Verwaltungsrat	Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft.
Verwaltungsratsmitglied	Ein Mitglied des Verwaltungsrats.
Wirtschaftsprüfer	Der im Emissionsdokument genannte unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé).
Zeichnungsvereinbarung	Die zwischen dem Investor und der Investmentgesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die sich der Investor verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Aktien zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Aktien zu zahlen ist, wenn der Investor eine Einzahlungsaufforderung erhält, und durch die sich die Investmentgesellschaft ihrerseits verpflichtet, voll eingezahlte Aktien an den Investor auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Investors in Anspruch genommen und bezahlt wird.

Kapitel I. Name - Geschäftssitz - Dauer - Geschäftszweck.

Art. 1. Name. Die Investmentgesellschaft ist als Aktiengesellschaft (société anonyme) errichtet und qualifiziert als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), unter der Bezeichnung Aquila Sachwert-Basisfonds I (Wald) S.A..

Art. 2. Geschäftssitz.

(1) Der Geschäftssitz der Investmentgesellschaft befindet sich in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.

(2) Der Verwaltungsrat ist autorisiert, den Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Niederanven zu verlegen. Der Gesellschaftssitz kann im Wege eines Beschlusses des alleinigen Aktionärs oder im Falle einer Mehrzahl von Aktionären mittels eines Beschlusses der Aktionärsversammlung in eine andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden in der Weise wie für jede Änderung der Satzung vorgesehen. Ferner können Niederlassungen, Tochtergesellschaften und Repräsentanzen entweder im Großherzogtum oder im Ausland gegründet werden.

(3) Stellt der Verwaltungsrat fest, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, gesellschaftliche oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Investmentgesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Geschäftssitz vorübergehend bis zum Ende dieser außerordentlichen Gegebenheiten ins Ausland verlegt werden. Eine solche vorübergehende Maßnahme wird keinen Einfluss auf die luxemburgische Nationalität der Investmentgesellschaft haben.

Art. 3. Dauer.

(1) Die Investmentgesellschaft wird für Dauer von 15 Jahren ab dem Ersten Closing errichtet, wobei jedoch der Verwaltungsrat den Aktionären, im Rahmen einer ordentlichen Aktionärsversammlung, die Verlängerung der Dauer der Investmentgesellschaft dreimal um jeweils bis zu 6 Monate vorschlagen kann, sodass die maximal vorgesehene Dauer der Investmentgesellschaft 16,5 Jahre ab dem Ersten Closing beträgt.

(2) Darüber hinaus kann die Dauer der Investmentgesellschaft auf bestimmte oder unbestimmte Dauer durch die Aktionärsversammlung beschlossen werden und zwar in der Form, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist.

(3) Die Auflösung kann jedoch jederzeit durch die Aktionärsversammlung beschlossen werden und zwar in der Form, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, und gemäß Artikel 35.

Art. 4. Geschäftszweck.

(1) Ausschließlicher Geschäftszweck der Investmentgesellschaft ist, die ihr zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in zulässige Vermögensgegenstände unter Einhaltung der im Emissionsdokument beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen der Investmentgesellschaft und des Gesetzes von 2007 anzulegen und ihren Aktionären das Ergebnis der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(2) Die Investmentgesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die der Verwaltungsrat zur Erfüllung und Förderung dieses Geschäftszwecks für nützlich hält, und zwar im weitest möglichen Rahmen entsprechend dem Gesetz von 2007, jedoch ausschließlich im Rahmen der Beschränkungen des Emissionsdokuments.

Art. 5. Anlagepolitik und Anlagegrenzen.

(1) Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung, die im Emissionsdokument festgelegte Anlagepolitik und die Anlagegrenzen der Investmentgesellschaft umzusetzen und die Handlungsrichtlinien der Verwaltung und der geschäftlichen Angelegenheiten der Investmentgesellschaft im Rahmen der im Emissionsdokument festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen festzulegen.

(2) Anlagen können dabei im Rahmen der im Emissionsdokument beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen entweder direkt oder indirekt, beispielsweise über Tochtergesellschaften und Co-Investments getätigt werden.

Kapitel II. Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 6. Kapital.

(1) Das Kapital der Investmentgesellschaft entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert gemäß Artikel 17.

(2) Das Gründungskapital der Investmentgesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-) und besteht aus einunddreißig (31) voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert.

(3) Die Investmentgesellschaft kann jederzeit weitere nennwertlose und voll eingezahlte Aktien ausgeben ohne, falls nicht vom Verwaltungsrat entschieden oder im Emissionsdokument angegeben, den bestehenden Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszubehandelnden Aktien einzuräumen.

(4) Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (Euro 1.250.000,-). Das Mindestkapital muss innerhalb von zwölf (12) Monaten ab dem Tag der Zulassung der Investmentgesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen erreicht werden.

Art. 7. Schwankungen des Kapitals. Das Kapital der Investmentgesellschaft kann sich infolge der Ausgabe von neuen voll eingezahlten Aktien durch die Investmentgesellschaft oder, insofern zulässig, der Rücknahme oder Einziehung von Aktien durch die Investmentgesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 8. Aktienklassen. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt eine oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit der Anlagepolitik gemeinsam angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Währung oder sonstige besondere Merkmale, die jeweils von der Investmentgesellschaft bestimmt werden, unterscheiden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse einzeln berechnet.

Art. 9. Form der Aktien.

(1) Die Aktien werden als auf den Namen lautend ausgegeben; eine Ausgabe effektiver Stücke erfolgt nicht. Jeder Aktionär erhält eine schriftliche Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Aktionäre sind am Vermögen der Investmentgesellschaft in Höhe ihrer Aktien beteiligt. Die Aktien werden ausschließlich als vollständig eingezahlte Aktien ausgegeben.

(2) Alle von der Investmentgesellschaft begebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Investmentgesellschaft beziehungsweise von einer oder mehreren von der Investmentgesellschaft ernannten juristischen Personen geführt wird. Dieses Register enthält den Namen jedes Aktionärs, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie die von ihm angegebene Adresse. Die Eintragung im Aktienregister gilt als eindeutiger Nachweis des Eigentums an den Aktien und die Investmentgesellschaft behandelt den eingetragenen Aktionär als uneingeschränkten und wirtschaftlichen Eigentümer dieser Aktien.

(3) Jeder Aktionär muss der Investmentgesellschaft eine Adresse, Telefaxnummer und E-Mail-Adresse, an die alle Einladungen und Mitteilungen geschickt werden können, angeben, die ebenfalls im Aktienregister eingetragen wird. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung an den Sitz der Investmentgesellschaft oder an eine andere vom Verwaltungsrat bestimmte Adresse. Falls ein Aktionär die Angabe einer Adresse unterlässt, kann die Investmentgesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Adresse durch den Aktionär der Geschäftssitz der Investmentgesellschaft oder eine andere von der Investmentgesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Adresse als Anschrift des Aktionärs.

(4) Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern beziehungsweise von einer oder mehreren von der Investmentgesellschaft entsprechend bevollmächtigten natürlichen oder juristischen Personen unterzeichnet.

(5) Nach der Ausgabe sind die Aktien ggf. einer Aktienklasse zur gleichmäßigen und gleichrangigen Beteiligung an den laufenden Erträgen und Veräußerungsgewinnen sowie an den Liquidationserlösen der Investmentgesellschaft bzw. der jeweiligen Aktienklasse, denen die Aktien angehören, berechtigt.

(6) Jede Aktie ermächtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme in der Aktionärsversammlung. Aktien können mit Bruchteilen von bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden, wobei etwaige Differenzbeträge zwischen dem aufgerun-

deten Betrag und dem exakten Bruchteilsbetrag der Investmentgesellschaft zustehen. Bruchteile von Aktien sind nicht stimmberechtigt, jedoch zur Teilnahme an den Ausschüttungen und den Liquidationserlösen berechtigt.

(7) Die Investmentgesellschaft erkennt nur jeweils einen Eigentümer je Aktie an. Bei Aktien, die von mehr als einer Person gehalten werden, hat die Investmentgesellschaft das Recht, die Ausübung der mit diesen Aktien verbundenen Rechte so lange auszusetzen, bis eine Person als alleiniger Eigentümer im Verhältnis zu der Investmentgesellschaft benannt ist. Gleiches gilt bei Konflikten zwischen einem Nutznießer und dem Besteller eines Nießbrauchsrechts (usufruitier) bzw. zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandnehmer.

Art. 11. Beschränkungen des Eigentums an Aktien.

(1) Die Investmentgesellschaft kann den Erwerb und das Eigentum von Aktien durch bestimmte Personen, insbesondere Ausgeschlossene Personen, beschränken oder untersagen, insbesondere wenn das Eigentum an Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats den anderen Aktionären oder der Investmentgesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Investmentgesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als dem Großherzogtum Luxemburg unterworfen sein könnte.

(2) Stellt der Verwaltungsrat zu einem beliebigen Zeitpunkt fest, dass die Aktien direkt oder indirekt im Eigentum einer Ausgeschlossenen Person (entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person) gehalten werden, so kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen und ohne jegliche Verpflichtung

(a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Verfügung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Verfügung dazu führt, dass Ausgeschlossene Personen rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

(b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Verfügung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Investmentgesellschaft jegliche Informationen beibringt – und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert –, die die Investmentgesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer Ausgeschlossenen Person liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von Ausgeschlossenen Personen ergeben würde; und

(c) die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Aktionärsversammlungen verweigern; und

(d) unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von mindestens fünfzehn (15) Tagen die zwangsweise Rücknahme der Aktien vornehmen. Bei Rücknahme ist die Ausgeschlossene Person nicht mehr Eigentümer dieser Aktien. Die Kosten und Aufwendungen der zwangsweisen Rücknahme werden von den zurückgebenden Aktionären getragen. Die Auszahlung des jeweiligen Rücknahmepreises kann zu einem späteren Zeitpunkt, jedoch spätestens bei Liquidation der Investmentgesellschaft erfolgen. Alternativ hierzu kann der Verwaltungsrat von einer Ausgeschlossenen Person verlangen dass er, vorbehaltlich der Ausübung des Verkaufsrechtes gemäß Artikel 16 der Satzung, seine Aktien an einen Sachkundigen Investor verkauft.

(3) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als vom Verwaltungsrat angenommen, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat bei der Ausübung dieser Rechte in gutem Glauben gehandelt hat.

(4) Sämtliche Aktionäre verpflichten sich, ihre Aktien weder an Ausgeschlossene Personen noch an Nicht-Sachkundige Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 12. Ausgabe von Aktien.

(1) Die Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes an Sachkundige Investoren, mit Ausnahme von natürlichen Personen, die während der Erstemissionsphase eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnet haben, die durch den Verwaltungsrat im Rahmen eines Closings angenommen wurde, ausgegeben. Aktien werden nicht an Ausgeschlossene Personen ausgegeben. Nach Ablauf der Erstemissionsphase (einschließlich eventueller durch den Verwaltungsrat beschlossenen Verlängerungen) können weitere Zeichnungsvereinbarungen im Rahmen weiterer Closings nur dann angenommen werden, wenn die Aktionärsversammlung des betroffenen Teilfonds einen entsprechendem Vorschlag des Verwaltungsrates mit einer Mehrheit von 75% ausdrücklich zustimmt.

(2) Die Ausgabe von voll eingezahlten Aktien erfolgt gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes aufgrund von Einzahlungsaufforderungen, die die Investmentgesellschaft während des Bindungszeitraums (jedoch vorbehaltlich der diesbezüglich im Emissionsdokument genannten Ausnahmen) an die jeweiligen Investoren richtet, soweit der jeweilige Investor dieser Einzahlungsaufforderung Folge leistet und der entsprechend abgerufene Betrag eingezahlt worden ist.

(3) Vorbehaltlich der nachstehenden Ausnahmen werden die Aktien während der Erstemissionsphase zum Erstemissionspreis ausgegeben. Um die Gleichbehandlung der Investoren während der Erstemissionsphase zu gewährleisten, ohne dass jedoch eine Berechnung des Nettovermögenswerts vorgenommen werden muss, kann die Investmentgesellschaft nach vernünftigem Ermessen in Bezug auf ein weiteres Closing den Erstemissionspreis durch einen Betrag erhöhen, welcher im Emissionsdokument näher definiert wird.

(4) Nach Ablauf der Erstemissionsphase werden Aktien zum letzten verfügbaren Nettovermögenswert je Aktie ausgeben, der gemäß den Bestimmungen des Artikels 17 ermittelt wird. Ungeachtet des vorherstehenden kann die Ausgabe von Aktien im Ermessen des Verwaltungsrates auch weiterhin auf Basis des Erstemissionspreises erfolgen, sofern gewährleistet ist, dass die Verwässerung der Aktionäre ausgeschlossen ist.

(5) Der Preis, zu dem Aktien gezeichnet werden, kann sich gemäss den Bestimmungen des Emissionsdokumentes um eine Ausgabegebühr zu Lasten des zeichnenden Investors erhöhen.

(6) Die Investmentgesellschaft gibt während des Zeitraumes, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts gemäß den Bestimmungen des Artikels 18 ausgesetzt wurde, keine Aktien aus.

(7) Die Investmentgesellschaft kann von Zeit zu Zeit die Ausgabe von Aktien gegen Sacheinlagen zulassen, wenn die einzubrigenden Vermögenswerte im Einklang mit den anwendbaren Anlagerichtlinien stehen und eine solche Sacheinlage gemäss den Bestimmungen des Emissionsdokumentes vorgesehen ist. Jede Sacheinlage wird im Rahmen eines Bewertungsgutachtens des Wirtschaftsprüfers im Einklang mit den in Luxemburg geltenden gesetzlichen Bestimmungen bewertet. Die Kosten eines solchen Berichts sowie der damit einhergehenden Bewertung sind durch den jeweiligen Investor zu tragen.

Art. 13. Säumiger Investor.

(1) Zahlt ein Investor entgegen seiner Kapitalzusage nicht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Einzahlungsaufforderung an die in der Zeichnungsvereinbarung (beziehungsweise im Aktienregister) verzeichnete Anschrift zugesandt wurde, kann der Verwaltungsrat nach Ablauf einer Frist von zehn (10) Bankarbeitstagen (beginnend am Ende der in der Einzahlungsaufforderung angegebenen Zahlungsfrist) den betreffenden Investor zum Säumigen Investor erklären, mit der Folge dass

(a) von dem Säumigen Investor die Zahlung eines Verzugszinses in Höhe von 10 % p.a. der säumigen Zahlung gefordert wird; und

(b) Ausschüttungen an den Säumigen Investor aufgerechnet oder zurückgehalten werden, bis alle der Investmentgesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

(2) Daneben kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen folgende Maßnahmen ergreifen:

(a) Zahlung einer Entschädigung durch den Säumigen Investor an die Investmentgesellschaft in Höhe von 10 % seiner gesamten Kapitalzusage, wobei in diesem Fall nicht zusätzlich eine Maßnahme nach (2)(b) oder (2)(c) ergriffen werden darf; (1)(b) gilt insoweit entsprechend.

(b) Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Investors durch die Investmentgesellschaft gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 85 % des zuletzt verfügbaren Nettoinventarwertes der betroffenen Aktien an den betreffenden Aktionär;

(c) Einräumung des Rechts an die Nicht-Säumigen Investoren, die Aktien des Säumigen Investors anteilig zu einem Preis in Höhe von 85 % des Nettoinventarwertes der maßgeblichen Aktien zu kaufen, nachdem die Investmentgesellschaft die Aktien zurückgekauft hat;

(d) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des Säumigen Investors; oder

(e) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

(3) Die vorstehend beschriebenen Ansprüche schließen andere gesetzliche Ansprüche nicht aus, sofern der Verwaltungsrat diese in Anbetracht der jeweiligen Situation als angemessen erachtet. Ferner kann der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen und unter Berücksichtigung der Interessen der nicht-säumigen Investoren auf die Geltendmachung dieser Ansprüche verzichten.

(4) Den Aktionären kann eine weitere Einzahlungsaufforderung zugesandt werden, um den durch den Säumigen Investor entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offene Kapitalzusage der jeweiligen Aktionäre überschreiten darf), und durch Beschluss der Aktionäre mit einer Mehrheit von 75% können neue Investoren zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Investors Einzahlungen zu leisten haben.

Art. 14. Rücknahme von Aktien.

(1) Jeder Investor kann gemäss den Bestimmungen des Emissionsdokumentes verlangen, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil an der Investmentgesellschaft ganz oder teilweise ausgezahlt wird.

(2) Der Antrag zur Rücknahme von Aktien kann jedoch gemäss den Bestimmungen des Emissionsdokumentes erst nach Ablauf einer bestimmten Rückgabefrist wirksam werden.

(3) Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei jeder Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie an dem Tag, an dem der Rücknahmeantrag wirksam wird, wobei ggf. gemäss den Bestimmungen des Emissionsdokumentes ggf. eine Rücknahmegebühr oder sonstige Kosten oder Gebühren (einschliesslich einer eventuellen anteiligen Performancevergütung) in Abzug gebracht werden kann.

(4) Verlangt ein Aktionär, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil an der Investmentgesellschaft ausgezahlt wird, so kann die Investmentgesellschaft die Rückzahlung bis zum Ablauf eines Jahres ab dem Tag, an dem der Rücknahmeantrag wirksam geworden ist, aussetzen, wenn die liquiden Mittel zur Zahlung des Rücknahmepreises und zur Sicherstellung einer ordnungsgemäßen laufenden Bewirtschaftung nicht ausreichen oder nicht sogleich zur Verfügung stehen.

(5) Reichen nach Ablauf dieser Frist die liquiden Mittel nicht aus, so sind Vermögensgegenstände zu veräußern. Bis zur Veräußerung dieser Vermögensgegenstände zu angemessenen Bedingungen, längstens jedoch zwei Jahre nach dem der von dem entsprechenden Aktionär gestellte Rücknahmeantrag wirksam geworden ist, kann die Investmentgesellschaft die Rücknahme verweigern. Nach Ablauf dieser Frist kann die Investmentgesellschaft Vermögensgegenstände bis zu der im Emissionsdokument genannten Grenze beleihen, um die Mittel zur Rücknahme der Aktien zu beschaffen. Die Investmentgesellschaft ist verpflichtet, Belastungen, soweit diese die Belastungsgrenze überschreiten, abzulösen, sobald dies zu angemessenen Bedingungen möglich ist. Wird die Rücknahme nach den vorgenannten Vorschriften aufgeschoben, so ist der Rücknahmepreis zum Zeitpunkt der tatsächlich durchgeführten Rücknahme zu bestimmen. Klarstellend wird darauf hingewiesen, dass die Investmentgesellschaft vor Ablauf der vorstehend beschriebenen Zwei-Jahres-Frist berechtigt, jedoch nicht verpflichtet ist, die Fremdkapitalaufnahme im Rahmen der geltenden Beschränkungen (d.h. auf konsolidierter Basis bis zur Höhe von 60 % der Verkehrswerte der Immobilien zuzüglich kurzfristigem Fremdkapital bis zur Höhe von 10 % des jeweiligen Nettovermögenswertes) zu erhöhen, um die Mittel zur Rücknahme von Aktien zu beschaffen.

(6) Die Rücknahme von Aktien kann zudem gemäß den Bestimmungen der Satzung ausgesetzt werden.

(7) Aktien, die zurückgekauft wurden, werden annulliert. Der Rücknahmepreis je Aktie wird grundsätzlich innerhalb von dreißig Bankarbeitstagen nach der tatsächlich durchgeführten Rücknahme gezahlt.

(8) Ferner kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen den einseitigen Rückkauf von Aktien beschließen, insbesondere um überschüssige Liquidität, statt im Rahmen von Ausschüttungen an die jeweiligen Aktionäre zurückfließen zu lassen. Hinsichtlich eines jeden solchen Angebots zum Rückkauf wird dessen Annahme durch sämtliche Aktionäre ggf. der betroffenen Aktienklasse fingiert. Jeder solche Rückkauf wirkt sich proportional auf ihren jeweiligen Aktienbesitz aus. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die eingetragenen Aktionäre ggf. der betroffenen Aktienklasse rechtzeitig über den Rückkauf benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Rückkaufsfrist, das angewandte Berechnungsverfahren des Rückkaufpreises, welcher am letzten Tag der Rückkaufsfrist bestimmt wird und auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist basiert.

(9) Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat den einseitigen Rückkauf von Aktien beschließen, welche von Aktionären gehalten werden, die einer Verlängerung der Laufzeit der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 3 (2) nicht zustimmen. Der Rückkauf dieser Aktien erfolgt dann zu einem Rückkaufpreis, welcher auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist basiert und gemäß eines durch den Verwaltungsrat festgelegten Berechnungsverfahrens ermittelt wird.

(10) Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass die Investmentgesellschaft gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes hierzu berechtigt ist, den Rückkaufpreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, per Sachausschüttung auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend den Bestimmungen in Artikel 17) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rückkaufpreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugewiesen werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Art. 15. Umtausch von Aktien.

(1) Der Verwaltungsrat kann in eigenem Ermessen und zu jeder Zeit beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, alle oder einen Teil ihrer Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse (falls vorhanden) umzutauschen zu lassen. Jedoch kann der Verwaltungsrat Beschränkungen und Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit des Umtauschs zwischen bestimmten Aktienklassen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen. Aktionäre haben nur das Recht, ihre Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse umzutauschen, wenn dies entsprechend im Emissionsdokument vorgesehen ist und die jeweils aufgeführten Bedingungen und Beschränkungen erfüllt werden.

(2) Die Berechnung des Umtauschpreises erfolgt unter bindender Bezugnahme auf den entsprechenden Nettoinventarwert je Aktie der betroffenen Aktienklassen, und zwar berechnet zum selben Bewertungstag.

(3) Aktien, die in Aktien einer anderen Aktienklasse umgetauscht worden sind, werden annulliert.

Art. 16. Verfügung über Aktien.

(1) Eine Verfügung über Aktien bedarf grundsätzlich nicht der Zustimmung der Investmentgesellschaft oder der übrigen Aktionäre. Die Verfügung von Aktien ist grundsätzlich nur an Sachkundige Investoren, mit Ausnahme von natürlichen Personen, möglich. Eine Verfügung auf natürliche Personen ist nicht zulässig. Des Weiteren ist eine Verfügung nicht zulässig, wenn dadurch die Zahl der Aktionäre hundert (100) überschreiten würde. Als „Verfügung“ gelten insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung von Aktien.

Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge in Bezug auf die übertragenen Aktien (Offene Verbindlichkeiten) durch den Investor nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über. Eine Verfügung ist grundsätzlich nur möglich, wenn es sich beim Erwerber der Aktien um Sachkundige Investoren, mit Ausnahme von natürlichen Personen, handelt. Hierzu gehören unter anderem Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Pensionskassen, Kapitalanlagegesellschaften, Stiftungen sowie

Kreditinstitute. Andere potentielle Erwerber können durch den Verwaltungsrat akzeptiert werden, sofern sie über die entsprechende Bonität (Investmentgrade-Rating) oder über ausreichende geeignete Sicherheiten verfügen und als Sachkundige Investoren unter Ausschluss von jeglichen natürlichen Personen qualifizieren.

(2) Außer im Falle der Verfügung über Aktien an ein Verbundenes Unternehmen, wird den übrigen Aktionären ein Vorkaufsrecht eingeräumt. Vor jeder Verfügung gemäß Artikel 16 Absatz (4) hat der Verfügende die in Rede stehenden Aktien zu den gleichen Bedingungen den übrigen Aktionären anzubieten und/oder den übrigen Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, selbst einen neuen Aktionär für die Aktien zu bestimmen. Sofern die Aktionäre von diesem Angebot nicht binnen zwei (2) Monaten Gebrauch machen, kann die Veräußerung an den von dem Veräußernden bestimmten Dritten erfolgen.

(3) Sofern und solange die Aktien zum Sicherungsvermögen (wie in § 66 des Deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes definiert) eines Deutschen Versicherungsunternehmens zählen und dieses Deutsche Versicherungsunternehmen entweder gemäß § 70 des Deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes rechtlich zur Ernennung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich freiwillig einer solchen Verpflichtung unterworfen hat, darf über diese Aktien nicht ohne vorherige schriftliche Genehmigung des entsprechenden Treuhänders des Investors beziehungsweise dessen bevollmächtigten Vertreters verfügt werden.

(4) Ein Aktionär (nachstehend Verkaufender Aktionär genannt), der einige oder sämtliche von ihm gehaltenen Aktien (nachstehend Angebotene Aktien genannt) an einen anderen Aktionär oder einen Dritten (nachstehend Dritter genannt), mit Ausnahme eines Verbundenen Unternehmen, verkaufen will, muss dem Verwaltungsrat diese Tatsache mitteilen und Einzelheiten zu den angebotenen Aktien (insbesondere Kaufpreis je Aktie, Zahl der Angebotenen Aktien) angeben, wobei die Bedingungen dieses Angebots bei Annahme endgültig und bindend sein müssen. Der Verwaltungsrat bietet die angebotenen Aktien innerhalb von zehn (10) Bankarbeitstagen nach Erhalt dieser Mitteilung im Verhältnis zur von jedem Aktionär gehaltenen jeweiligen Anzahl von Aktien den anderen Aktionären an. Die Angebotenen Aktien werden zu einem Preis je Aktie und zu denselben Bedingungen angeboten, wie sie der Dritte angeboten hatte (nachstehend Vereinbarte Bedingungen genannt), und das Angebot steht über einen Zeitraum von zwanzig (20) Bankarbeitstagen zur Annahme offen (nachstehend Annahmezeitraum genannt).

(a) Bei Annahme eines Angebots teilt jeder Aktionär dem Verwaltungsrat die Anzahl der Angebotenen Aktien mit, für die er das Angebot annimmt, und ob er willens ist, weitere Angebotene Aktien zu kaufen und wie viele, falls nicht alle anderen Aktionäre das Angebot annehmen.

(b) Falls nicht alle Aktionäre das Angebot vollständig annehmen, werden die überschüssigen Angebotenen Aktien an die Aktionäre verkauft, die gemäß vorstehendem Absatz (4) (a) im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien ihre Bereitschaft bekundet haben, weitere Angebotene Aktien zu kaufen. Wenn nur ein Aktionär das Angebot annimmt, können alle Angebotenen Aktien an diesen Aktionär verkauft werden.

(c) Der Verwaltungsrat benachrichtigt spätestens fünf (5) Bankarbeitstage nach dem Ende des Annahmezeitraums den Verkaufenden Aktionär über die Anzahl der Angebotenen Aktien, zu deren Kauf sich die anderen Aktionäre verpflichtet haben. Der Verkaufende Aktionär verkauft dementsprechend diese Anzahl von Angebotenen Aktien an die anderen Aktionäre und kann die restlichen Angebotenen Aktien an den Dritten verkaufen, vorausgesetzt, dass dieser Verkauf innerhalb von zwanzig (20) Bankarbeitstagen nach dem Annahmezeitraum für die anderen Aktionäre und gemäß den Vereinbarten Bedingungen erfolgt.

(d) Solange ein Aktionär noch Offene Verbindlichkeiten aus der Zeichnungsvereinbarung zu erfüllen hat, kann die Verfügung der von dem betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien nicht rechtswirksam werden, sofern sich der Erwerber der Aktien nicht schriftlich, in einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Form, zur Übernahme aller anderen offenen Verbindlichkeiten des Veräußerers oder Zedenten verpflichtet hat, indem er unter anderem eine Beitrittsurkunde zur Einhaltung der Bedingungen der Zeichnungsvereinbarung ausfertigt.

(6) Der Verwaltungsrat bzw. eine von ihm beauftragte natürliche oder juristische Person wird keine Verfügung über Aktien in das Aktienregister eintragen, wenn die in dieser sowie ggf. im Emissionsdokument vorgesehenen Regelungen für eine Übertragung nicht eingehalten wurden.

(7) Für die Einräumung, Abtretung, Verpfändung oder Gewährung von Sicherheiten an Aktien gelten die vorstehenden Vorschriften entsprechend.

Art. 17. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie.

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie wird gegebenenfalls für jede Aktienklasse in der Referenzwährung der Investmentgesellschaft bzw. sofern anwendbar in der Währung der jeweiligen Aktienklasse durch die Investmentgesellschaft (oder einen von ihr ernannten Vertreter) zu jedem Bewertungstag berechnet. Die Referenzwährung als auch (sofern anwendbar) die Währung einer Aktienklasse ist im Emissionsdokument angegeben.

(2) Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien wird der Wert des jeweiligen Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft bzw. der jeweiligen Aktienklasse an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien geteilt. Soweit Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt diese Aktienwertberechnung für jede Aktienklasse getrennt. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des Verwaltungsrates auf den nächsten vollen Betrag auf- oder abgerundet werden.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass Tatsachen bekannt werden, aus denen sich ergibt, dass die vorhergehende Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien fehlerhaft war, diese vorhergehende Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(3) Die Vermögenswerte können bestehen aus:

- a) auf den Namen der Investmentgesellschaft eingetragene Immobilien, Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;
- b) Gesellschaftsanteile, Aktien und sonstige Beteiligungs- und Wertpapiere;
- c) Schuldverschreibungen;
- d) Barguthaben und sonstige flüssige Mittel, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;
- e) Geldmarktpapiere;
- f) Anteile an OGAW und vergleichbaren OGA;
- g) Forderungen, die bei Vorlage zahlbar werden sowie alle sonstigen Geldforderungen, einschließlich noch nicht erfüllter Ausgabepreisforderungen aus dem Verkauf/der Verfügung von Aktien oder anderen Vermögenswerten;
- h) Zinsen, die auf im Eigentum der Investmentgesellschaft befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;
- i) Ausschüttungen, auf die die Investmentgesellschaft einen Anspruch hat, soweit sie bekannt sind;
- j) nicht abgeschriebenen Gründungskosten, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien; oder
- k) allen übrigen Vermögenswerte jeder Art, einschließlich im Voraus entrichteter Kosten.

(4) Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- a) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zum geschätzten Marktwert bewertet.

Für die Ermittlung des Werts von (i) im Namen der Investmentgesellschaft oder eine ihrer mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften oder Co-Investments eingetragenem Immobilien, Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten und (ii) direkten oder indirekten Anteilen der Investmentgesellschaft in Immobiliengesellschaften, ernennt die Investmentgesellschaft einen oder mehrere Immobiliensachverständige. Der Verwaltungsrat kann nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von diesen Bewertungen abweichen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft und ihrer Aktionäre liegt. Der Wert der mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften oder Co-Investments beruht auf der Bewertung der Immobilien durch den Immobiliensachverständigen und wird von einer anerkannten, von der Investmentgesellschaft bestellten Wirtschaftsprüfungsgesellschaft ermittelt.

Die Immobiliensachverständigen werden grundsätzlich einmal jährlich eine Bewertung der Immobilien vornehmen. Diese Bewertung erfolgt entweder rollierend oder zu einem ggf. durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt. Die innerhalb der letzten 12 Monate erworbenen Immobilien können im vernünftigen Ermessen des Verwaltungsrats entweder auf Basis der im Rahmen des Erwerbs durch einen Immobiliensachverständigen erstellten Bewertung oder zum jeweiligen Anschaffungspreis (zuzüglich Anschaffungsnebenkosten) bewertet werden, sodass bezüglich dieser Immobilien keine erneute Bewertung durch den Immobiliensachverständigen erforderlich ist.

- b) An einer Börse notierte oder in einem anderen geregelten Markt gehandelte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden zu den am Bewertungstag zuletzt verfügbaren Kursen der Börse bzw. an jenem geregelten Markt, der der Hauptmarkt für dieses Wertpapier bzw. Geldmarktinstrument ist, bewertet.

- c) Wertpapiere (inkl. Gesellschaftsanteile, Aktien und sonstige Beteiligungspapiere), die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, (insbesondere beschränkt übertragbare Wertpapiere), können auf der Grundlage der Bewertungsgrundsätze gemäß den „International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV)“ oder gemäß anerkannten, durch den Wirtschaftsprüfer nachvollziehbaren Bewertungsgrundsätzen ermittelt werden; insbesondere können jedoch Beteiligungen der Investmentgesellschaft, ihrer Tochtergesellschaften oder Co-Investments an Unternehmen während des ersten Geschäftsjahres nach deren Erwerb auf Basis des jeweiligen Anschaffungspreises (inklusive Anschaffungsnebenkosten) und ab dem zweiten Geschäftsjahr in der Form, dass der Wertansatz des Vorjahres um das anteilige Betriebsergebnis der Unternehmensbeteiligung sowie eventuelle Ausschüttungen korrigiert wird, bewertet werden. Der Verwaltungsrat kann nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von diesen Bewertungen abweichen, insbesondere wenn nach Ansicht des Verwaltungsrats diese nicht dem möglichen Verkehrswert entsprechen oder wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft und deren Aktionäre liegt.

- d) Schuldverschreibungen werden grundsätzlich zum Nominalwert zuzüglich Stückzinsen bewertet.

- e) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

f) bei Geldmarktpapieren wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen;

g) Der Wert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der am Bewertungstag zuletzt verfügbaren Kurse solcher Verträge an den Börsen oder geregelten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt.

h) Der Wert von Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden (OTC-Derivate), entspricht dem Nettoliquidationswert des jeweiligen Bewertungstages, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrats auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet. Im Falle von Zinsswaps unter Bezugnahme auf die zugrunde liegende Zinsentwicklung.

i) OGAW bzw. OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis der am jeweiligen Bewertungstag vorliegt, bewertet.

j) Liquide Mittel werden mit deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

k) Nicht auf Euro lautende Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollte ein Wechselkurs nicht verfügbar sein, wird er nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder nach einem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

l) Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese den Verkehrswert von Vermögenswerten besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet. Die Zentralverwaltungsstelle kann sich auf diese zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Bewertungsmethode stützen; und

m) Besondere Bewertungsregeln betreffend einzelne Vermögenswerte können ggf. im Emissionsdokument geregelt werden.

(5) Die Verbindlichkeiten umfassen:

a) Darlehensverbindlichkeiten (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen) und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital zuzüglich etwaiger Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungsvergütungen, Fondsberatungs- und Anlageberatungsvergütungen, Performancevergütungen, sonstige Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Gebühren der Depotbank, der Zahlstelle, der Register- und Transferstelle und der Zentralverwaltungsstelle);

c) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich ausgewiesener aber noch nicht gezahlter Ausschüttungen;

d) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen der Investmentgesellschaft bis zum Bewertungstag basieren (z.B. latente Steuern), und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten ansieht; und

e) alle übrigen Verbindlichkeiten, die nach luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten sind sämtliche von der Investmentgesellschaft zu zahlenden Aufwendungen zu berücksichtigen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen enthält Artikel 25.

Die Investmentgesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs-, Beratungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(6) Für die Berechnung des Nettoinventarwertes nach diesem Artikel gilt Folgendes:

a) Aktien, die ggf. gemäß dieser Satzung zurückgenommen oder eingezogen werden sollen, werden bis zu der Rücknahme beziehungsweise dem vom Verwaltungsrat bestimmten Einziehungszeitpunkt in den Büchern als Aktien geführt, die sich im Umlauf befinden. Ab diesem Zeitpunkt bis zur Zahlung des Rücknahmepreises gilt dieser als eine Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft.

b) Die von der Investmentgesellschaft auszugebenden Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

c) Anlagen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die auf eine andere Währung als die Referenzwährung lauten, werden unter Berücksichtigung des am Bewertungstag gültigen Marktkurs oder Wechselkurs bewertet.

d) Wenn sich die Investmentgesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

(i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft ausgewiesen. Der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand der Investmentgesellschaft ausgewiesen;

(ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den die Investmentgesellschaft für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand der Investmentgesellschaft ausgewiesen. Der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht als Vermögensgegenstand der Investmentgesellschaft ausgewiesen. Sollte der genaue Wert der Gegenleistung am jeweiligen Bewertungstag unbekannt sein, wird er vom Verwaltungsrat geschätzt.

(iii) Sowohl bei Käufen als auch bei Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem geregelten Markt gelten die in diesem Punkt (d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag, der auf den Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs folgt. Wird die Transaktion durch einen Broker ausgeführt ist der Tag maßgeblich, an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt.

Art. 18. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie und der Ausgabe und sofern anwendbar der Rücknahme und des Umtausches von Aktien.

(1) Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien, die Ausgabe sowie sofern anwendbar den Umtausch und die Rücknahme dieser Aktien zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

(a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Ereignisse oder von durch den Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser, auf dem für die Investmentgesellschaft relevanten Markt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum der Investmentgesellschaft stehenden Vermögenswerte ohne wesentliche nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder ggf. Rücknahme- bzw. Umtauschpreise nicht zutreffend berechnet werden können; oder

(b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von erheblicher Bedeutung ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden; oder

(c) sofern der Wert einer Gesellschaft, an der die Investmentgesellschaft direkt oder indirekt beteiligt ist, nicht zeitnah und genau bestimmt werden kann; oder

(d) während eines Zeitraums, in dem Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu marktüblichen Wechselkursen durchgeführt werden können; oder

(e) während eines jeden Zeitraums, in dem die Märkte oder Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als den üblichen Feiertagen) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte beeinträchtigt; oder

(f) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Aktionärsversammlung oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktionäre über einen Beschluss des Verwaltungsrates, die Investmentgesellschaft aufzulösen, oder zum Zwecke der Verschmelzung der Investmentgesellschaft, falls diese vom Verwaltungsrat für notwendig erachtet wird und im Interesse der betroffenen Aktionäre ist; oder

(g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind; oder

(2) Die Investmentgesellschaft informiert die Aktionäre über eine Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien. Im Falle einer Aussetzung wird eine Berechnung nachgeholt, sobald die Umstände es wieder erlauben.

Kapitel III. Verwaltung und Aufsicht

Art. 19. Verwaltungsratsmitglieder.

(1) Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre sein. Eine Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt maximal sechs (6) Jahre, die Wiederwahl eines Verwaltungsratsmitgliedes ist möglich. Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandats werden von der Aktionärsversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen bestimmt.

(2) Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit abberufen oder ersetzt werden.

(3) Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant werden, kann diese Position vorübergehend bis zur nächsten ordentlichen Aktionärsversammlung von den übrigen Verwaltungsratsmitgliedern ausgefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt bei der nächsten Aktionärsversammlung.

Art. 20. Verwaltungsratssitzungen.

(1) Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte mit einfacher Stimmenmehrheit einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss. Der Schriftführer verfasst und verwahrt die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsver-

sammlungen. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei (2) seiner Verwaltungsratsmitglieder einberufen. Er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

(2) Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, welches Verwaltungsratsmitglied den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

(3) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, indem es schriftlich (mittels Brief, Telefax oder eines anderen vom Verwaltungsrat zugelassenen Kommunikationsmittels) ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu seinem Bevollmächtigten ernennt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

(4) Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung im Wege einer Videokonferenz teilnehmen oder durch andere Fernkommunikationsmittel, die ihre Identifizierung ermöglichen. Solche Mittel müssen technischen Charakteristika genüge leisten, die die tatsächliche Teilnahme an der Sitzung, deren Beratungen und Entscheidungen kontinuierlich übertragen werden, garantieren. Diese Teilnahme steht einer persönlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleich.

(5) Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung anwesend ist oder vertreten wird.

(6) Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Geschäftsführers, ernennen, die die Investmentgesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Investmentgesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

(7) Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens drei (3) Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, dies gilt nicht im Dringlichkeitsfall, wobei dann die Art und die Umstände, aus denen sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Mitteilung anzugeben sind. Es kann auf den Einberufungsbescheid verzichtet werden, falls jedes Verwaltungsratsmitglied hierzu per Telegramm, Telefax, Telex oder andere elektronische Mittel hierzu sein Einverständnis erteilt. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

(8) Beschlüsse des Verwaltungsrats sind wirksam, wenn sie im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen gefasst werden. Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse (Umlaufbeschlüsse) haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die im Rahmen einer Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

(9) Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden und der vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

(10) Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen gegebenenfalls der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern.

Art. 21. Befugnisse des Verwaltungsrats.

(1) Der Verwaltungsrat ist befugt, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszwecks und im Rahmen der Anlagepolitik und Anlagegrenzen gemäß Artikel 5 im Namen der Investmentgesellschaft vorzunehmen.

(2) Sämtliche Befugnisse, die nicht aufgrund rechtlicher Vorschriften oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

(3) Der Verwaltungsrat ist insbesondere befugt, Kredite aufzunehmen sowie gegenwärtige oder künftige Vermögensgegenstände oder Teile davon mit einer Hypothek, einem Sicherungs- oder einem Pfandrecht zu belasten oder andere Sicherheiten dafür zu gewähren.

Art. 22. Zeichnungsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Investmentgesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die auch Verwaltungsratsmitglieder sein können, die durch den Verwaltungsrat ermächtigt wurden.

Art. 23. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Verwaltungsrat kann die laufende Geschäftsführung der Investmentgesellschaft (einschließlich der Zeichnungsbefugnis im Rahmen der laufenden Geschäftsführung) sowie die Befugnis, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

(2) Im Falle der Übertragung der laufenden Geschäftsführung der Investmentgesellschaft auf Verwaltungsratsmitglieder ist der Verwaltungsrat verpflichtet, der Aktionärsversammlung jährlich über die Gebühren, die Vergütung und sonstige diesem Verwaltungsratsmitglied gewährten Vorteile zu berichten.

(3) Der Verwaltungsrat kann zudem bestimmte Befugnisse auf Bevollmächtigte übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sind.

(4) Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann. Außerdem kann der Verwaltungsrat sich durch einen Investorenbeirat, dessen Zusammensetzung und Befugnisse durch den Verwaltungsrat festgelegt werden, beraten lassen.

Art. 24. Vergütungen der Verwaltungsratsmitglieder.

(1) Die Aktionärsversammlung kann den Verwaltungsratsmitgliedern für die geleisteten Dienste jährlich eine feste Vergütung zahlen. Diese Vergütungen werden als allgemeine Ausgaben der Investmentgesellschaft verbucht und durch den Verwaltungsrat nach freiem Ermessen unter den Verwaltungsratsmitgliedern aufgeteilt.

(2) Außerdem können den Verwaltungsratsmitgliedern die von ihnen in Bezug auf die Investmentgesellschaft getätigten Ausgaben vergütet werden, sofern sie angemessen sind.

(3) Die Vergütung des Vorsitzenden und des Schriftführers des Verwaltungsrats sowie die der Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Bevollmächtigten der Investmentgesellschaft werden durch den Verwaltungsrat festgelegt.

Art. 25. Kosten und Gebühren.

(1) Die Investmentgesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Investmentgesellschaft und dem Angebot von Aktien. Die Gründungskosten können während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren verteilt und abgeschrieben werden.

(2) Ferner können der Investmentgesellschaft gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes folgende Kosten und Gebühren belastet werden:

- (a) Verwaltungsvergütungen,
- (b) Fondsberatungs- und Anlageberatungsvergütungen,
- (c) Performancevergütungen,

(d) sonstige Gebühren für bestimmte für die Investmentgesellschaft, deren Tochtergesellschaften oder Co-Investments erbrachten Dienstleistungen, insbesondere für Verwaltungs-, Buchhaltungs- und ähnliche Dienste, die im Zusammenhang mit den Anlagen der Investmentgesellschaft stehen.

(3) Außerdem können der Investmentgesellschaft folgende (laufende) Kosten belastet werden:

(a) In Luxemburg übliche Gebühren der Depotbank, Register- und Transferstelle sowie der Zentralverwaltung (Letztere sind grundsätzlich nicht in der Verwaltungsvergütung umfasst). Ferner können diese Dienstleister zu Lasten der Investmentgesellschaft entstandene Auslagen und bankübliche Spesen (sowohl im Rahmen des Erwerbs oder der Veräußerung als auch im Zusammenhang mit der Verwahrung von Vermögenswerten, hierin inbegriffen Gebühren eventueller Korrespondenzbanken sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen) in Rechnung stellen sowie ggf. transaktionsabhängige Gebühren vereinnahmen.

(b) Alle angemessenen Kosten und Auslagen, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten, der Verwaltung, und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Identifizierung und der Due-Diligence-Prüfung potentieller Investments, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion genehmigt oder erfolgreich abgeschlossen wird, als auch Kosten im Zusammenhang mit Absicherungsgeschäften.

(c) Kosten, die im Zusammenhang mit der Bewertung des Vermögens der Investmentgesellschaft und deren Vermögenswerte, insbesondere die Kosten und Auslagen eines etwaigen Immobiliensachverständigen, entstehen.

(d) Die Kosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme von Aktien.

(e) Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten der Investmentgesellschaft erhoben werden.

(f) Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Buchhaltung, die der Investmentgesellschaft, den Tochtergesellschaften und Co-Investments entstehen sowie die angemessenen Kosten für Gutachter, Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute.

(g) Kosten in Zusammenhang mit der Errichtung und Verwaltung von Tochtergesellschaften und Co-Investments.

(h) Versicherungskosten.

(i) Kosten des Wirtschaftsprüfers.

(j) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Änderung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen, insbesondere des Emissionsdokumentes, der Satzung, der Jahres- oder sonstigen Berichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, sofern möglich Anträge auf Bewilligung in den Ländern, in denen die Aktien platziert werden sollen, die Korrespondenz

mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen.

(k) Alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten der Investmentgesellschaft und Tochtergesellschaften, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Aktionärsversammlungen und Sitzungen des Verwaltungsrates, des Investorenbeirats, ggf. anderer Gremien der Investmentgesellschaft eine etwaige Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates, des Investorenbeirats sowie anderer Gremien der Investmentgesellschaft, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder.

(l) Die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax-, und Telexgebühren und ggf. Mietkosten von Büroflächen.

(m) Die Verwaltungsgebühren, die bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft.

(n) Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung.

(o) Kosten die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren.

(p) Weitere Kosten der Verwaltung, einschließlich der Kosten der Interessenverbände sowie Provisionen und Gebühren an Dritte, an die Aufgaben der täglichen Verwaltung delegiert werden.

(q) Etwaige Kosten für die Beurteilung der Investmentgesellschaft durch national und international anerkannte Rating-Agenturen.

(r) Von der Investmentgesellschaft, den Tochtergesellschaften oder Co-Investments zu tragenden Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten).

(s) Kosten für die Auflage neuer Aktienklassen.

(4) Alle Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich ggf. anfallender Mehrwertsteuer.

(5) Die oben aufgeführten Kosten und Gebühren können der Investmentgesellschaft auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften oder Co-Investments weiterbelastet werden.

Art. 26. Interessenkonflikte.

(1) Kein Vertrag und kein Vergleich, den die Investmentgesellschaft mit einer anderen Gesellschaft schließt, wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass eines oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen an dieser anderen Gesellschaft haben.

(2) Ein Verwaltungsratsmitglied, ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft einen Vertrag schließt oder in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen tritt, verliert nicht dadurch das Recht in Angelegenheiten zu beraten, abzustimmen und zu handeln, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Zusammenhang stehen.

(3) Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Investmentgesellschaft ein den Interessen der Investmentgesellschaft gegensätzliches persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses gegensätzliche persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds der nächstfolgenden Aktionärssammlung berichtet.

Die beschriebene Regelung findet keine Anwendung auf Beschlüsse des Verwaltungsrats im Zusammenhang mit Geschäften im Rahmen der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit und die zu normalen/verkehrsüblichen Bedingungen abgeschlossen werden.

Art. 27. Freistellung und Entschädigung. Die Investmentgesellschaft wird die Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Mitarbeiter der Investmentgesellschaft sowie jeden Vertreter eines etwaigen Investorenbeirats für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter der Investmentgesellschaft oder als ein Vertreter eines etwaigen Investorenbeirats aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Investmentgesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Investmentgesellschaft entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen Dritter, Schäden und Verbindlichkeiten gegenüber Dritten freistellen. Im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern die Investmentgesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt bekommt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat.

Art. 28. Wirtschaftsprüfer.

(1) Die im Jahresbericht enthaltenen Daten werden (1) von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Investmentgesellschaft vergütet werden, überprüft.

(2) Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

Kapitel IV. Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 29. Vertretung. Die ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Investmentgesellschaft zusammenhängenden Handlungen, soweit sie nicht in dieser Satzung oder von Gesetzes wegen dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

Art. 30. Aktionärsversammlungen.

(1) Die Aktionärsversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, einberufen werden.

(2) Die ordentliche Aktionärsversammlung findet nach den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts jährlich am zweiten Donnerstag im August um 11.00 Uhr MEZ an einem in der Einladung zur Aktionärsversammlung anzugebenen Ort statt. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Aktionärsversammlung zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten. Der Verwaltungsrat kann im Interesse der Investmentgesellschaft diese Generalversammlung an einem anderen Tag abhalten, dies im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen.

(3) Außerordentliche Aktionärsversammlungen können an den in den jeweiligen Einberufungsmittelungen genannten Orten und Zeiten abgehalten werden.

(4) Aktionäre können persönlich an der Aktionärsversammlung teilnehmen oder einen bevollmächtigten Vertreter entsenden. Beschlüsse der Aktionäre können nur auf einer Aktionärsversammlung gefasst werden.

(5) Der Verwaltungsrat lädt die Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht (8) Bankarbeitstage vor der Aktionärsversammlung ein. Die Einladung wird per Brief an die im Aktienregister eingetragenen Adressen der im Aktienregister eingetragenen Aktionäre versandt oder an andere von den Aktionären angegebene Adressen. Die Aufstellung der Tagesordnung erfolgt grundsätzlich durch den Verwaltungsrat, es sei denn die Aktionärsversammlung wird durch schriftlichen Antrag der Aktionäre einberufen. In diesen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung aufstellen.

(6) Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben wurden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung ausschließlich per Einschreiben erfolgen. Die Einladung zur Aktionärsversammlung wird, falls gesetzlich vorgeschrieben, im Mémorial, in einer beziehungsweise in mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Tageszeitungen veröffentlicht.

(7) Die Aktionärsversammlung kann ohne eine förmliche Einladung stattfinden, wenn alle Aktionäre anwesend beziehungsweise ordnungsgemäß vertreten sind und sich als ordnungsgemäß versammelt und über die Tagesordnung informiert erklären.

(8) Auf einer Aktionärsversammlung dürfen nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte (die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten einschließen müssen) und damit zusammenhängende Angelegenheiten behandelt werden.

(9) Der Verwaltungsrat kann Bedingungen festlegen, die die Aktionäre erfüllen müssen, um zur Aktionärsversammlung zugelassen zu werden. Weiterhin gelten alle anwendbaren Regeln des Gesetzes von 1915.

Art. 31. Mehrheitserfordernisse.

(1) Jede Aktie gewährt, im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts und dieser Satzung, eine Stimme. Ein Aktionär kann auf jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er einer anderen Person, die kein Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied sein kann, eine schriftliche Stimmrechtsvollmacht erteilt.

(2) Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden in Einklang mit den im Gesetz von 1915 anwendbaren Regeln betreffend Quorum und Mehrheit gefasst.

Art. 32. Geschäftsjahr.

(1) Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

(2) Die Abschlüsse sind in Euro ausgewiesen und der Jahresbericht wird auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg aufgestellt.

Art. 33. Ertragsverwendung.

(1) Ausschüttungen werden durch die Aktionärsversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang beschlossen.

(2) Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen Zwischenausschüttungen beschließen.

(3) Ausschüttungen an die Aktionäre werden auf das angegebene Konto gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf (5) Jahren nach ihrem Beschluss in Anspruch genommen wurde, verfällt zugunsten der Investmentgesellschaft.

(4) Auf Ausschüttungen, die von der Investmentgesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Kapitel V. Schlussbestimmungen

Art. 34. Depotbank.

(1) Die Investmentgesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993, in seiner jeweils gültigen Fassung, zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen.

(2) Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz von 2007 nachzukommen.

(3) Falls die Depotbank von ihren Aufgaben entbunden werden möchte, wird sich der Verwaltungsrat nach besten Kräften bemühen, innerhalb von neunzig (90) Tagen nach Wirksamkeit dieses Ausscheidens eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Bestellung der Depotbank beenden, aber die Depotbank erst abberufen, nachdem eine andere Bank als deren Nachfolgerin ernannt wurde, die fortan die Aufgaben als Depotbank erfüllen soll.

Art. 35. Auflösung der Investmentgesellschaft.

(1) Die Investmentgesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Aktionärsversammlung und vorbehaltlich der Quorums- und Mehrheitserfordernisse nach Artikel 38 aufgelöst werden.

(2) Sollte der Nettoinventarwert unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Auflösung der Investmentgesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, die ohne Quorum entscheiden kann entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung abgegebenen Stimmen. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d.h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Investmentgesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung abgegebenen Stimmen, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von vierzig (40) Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

(3) Die Ausgabe neuer Aktien durch die Investmentgesellschaft wird am Tag der Veröffentlichung der Einberufung zur Aktionärsversammlung, an der die Auflösung vorgeschlagen werden wird, eingestellt.

Art. 36. Auflösung und Verschmelzung und Reorganisation von Aktienklassen.

(1) Der Verwaltungsrat kann jederzeit die Auflösung und/oder Verschmelzung von Aktienklassen beschließen. Im Fall der Auflösung einer Aktienklasse kann der Verwaltungsrat den Aktionären dieser Aktienklasse die Umwandlung ihrer Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse zu vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen vorschlagen. Im Falle der Verschmelzung von Aktienklassen bedarf es, der Zustimmung der Aktionärsversammlung der einzubringenden Aktienklasse. Für die entsprechenden Beschlüsse der Aktionärsversammlung gilt kein Quorum. Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

(2) Nimmt der Nettoinventarwert einer Aktienklasse, gleich aus welchem Grund, in einem Maße ab, das von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmt wird, so dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung der betroffenen Aktienklasse nicht mehr möglich ist, kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit die zwangsweise Einziehung sämtlicher Aktien der betreffenden Aktienklasse zum jeweiligen Nettovermögenswert je Aktie beschließen.

(3) Vor dem Tag des Inkrafttretens der zwangsweisen Einziehung beziehungsweise Rücknahme benachrichtigt die Investmentgesellschaft die betroffenen Aktionäre und gibt die Gründe und das Verfahren der zwangsweisen Einziehung an. Die im Aktienregister eingetragenen Aktionäre werden per Einschreiben benachrichtigt.

(4) Alle zurückbezahlten Aktien werden in den Büchern der Investmentgesellschaft annulliert.

(5) Nimmt der Nettoinventarwert der Investmentgesellschaft, gleich aus welchem Grund, in einem Maße ab, das von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmt wird, so dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung der Investmentgesellschaft nicht mehr möglich ist, oder wenn eine Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation materiell ungünstige Folgen auf die Anlagen der Investmentgesellschaft haben könnte, kann der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung vorschlagen, die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft einem anderen spezialisierten Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2007 (Neuer OGA) zuzuteilen.

(6) Die Verschmelzung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft gemäß Ziffer (5) kann lediglich durch Beschluss der Aktionäre gefasst werden, wobei die Anforderungen an die Beschlussfähigkeit und die Mehrheitserfordernisse wie für eine Satzungsänderung gelten. Sofern die Investmentgesellschaft jedoch mit einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen auf vertraglicher Basis („fonds commun de placement) oder einem im Ausland angesiedelten Organismus für gemeinsame Anlagen verschmolzen wird, ist der Beschluss nur für diejenigen Aktionäre bindend, die für eine solche Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 37. Liquidation.

(1) Die Liquidation der Investmentgesellschaft wird von einem oder mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann, die von der CSSF genehmigt werden müssen. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

(2) Das Vermögen der Investmentgesellschaft wird bei Beendigung der Investmentgesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Nettoerlöse aus der Liquidation der Vermögenswerte werden bar ausgezahlt und im Verhältnis zu den gehaltenen Aktien verteilt.

(3) Die Liquidation der Investmentgesellschaft soll grundsätzlich und vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF zur Verlängerung innerhalb von neun (9) Monaten abgeschlossen sein. Der Liquidationserlös der Investmentgesellschaft soll nach Abschluss der Liquidation bei der Caisse des Consignation in Luxemburg für den gesetzlich festgelegten Zeitraum hinterlegt werden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Frist nicht angefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

Art. 38. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann nur durch die Aktionärsversammlung unter Einhaltung der Vorschriften des Gesetzes von 1915 und/oder des Gesetzes von 2007 bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse geändert oder ergänzt werden. Alle Artikel, die besondere Mehrheitsanforderungen enthalten, können nur mit der entsprechenden Mehrheit geändert werden.

Art. 39. Maßgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 entschieden. Im Konfliktfalle zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 geht das Gesetz von 2007 vor.

Übergangsbestimmungen

- (1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Investmentgesellschaft und endet am 31. Dezember 2012.
- (2) Die erste Aktionärsversammlung wird im Jahr 2013 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital der Investmentgesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), voll eingezahlt und eingeteilt in einunddreißig (31) Aktien ohne Nennwert. Das gesamte Gründungskapital wird von der Alceda Fund Management S.A., vorgeannt, gezeichnet.

Alle Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Investmentgesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung der Unterzeichner

Die Gesellschafter erklären hiermit, dass sie die dinglich Begünstigten der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde sind, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigen, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden, nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Notargebühren

Die von der Investmentgesellschaft zu tragenden Notargebühren werden mit sechstausend Euro (EUR 6.000,-) veranschlagt.

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft

Oben angeführte Person(en), die das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt /vertreten, hat/ haben unverzüglich eine Aktionärsversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt/ bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

(I) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf fünf (5) festgesetzt:

(II) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

a. Jost Rodewald, geboren am 31. Mai 1971 in Braunschweig, beruflich ansässig in 5, Heienhaff L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

b. Dr. Michael Dröge, geboren am 10. Januar 1966 in Hameln, ansässig in Bleichenbrücke 9, D-20354 Hamburg, Bundesrepublik Deutschland;

c. Marc Kriegsmann, geboren am 12. Februar 1976 in Lich, beruflich ansässig in 5, Heienhaff L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

d. Uwe Krönert, geboren am 11. März 1970 in Bamberg, beruflich ansässig in 5, Heienhaff L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

e. Jean-Claude Michels, geboren am 30. Juni 1972 in Malmédy, beruflich ansässig in 5, Heienhaff L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2017.

(III) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Deloitte S.A., mit Sitz in 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, Sektion B Nummer 67.895).

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2013.

(IV) Sitz der Investmentgesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, festgelegt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Ettelbrück am Datum wie eingangs erwähnt.

Der Erschienene, der dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden diese Urkunde vor dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jean-Claude MICHELS, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 9 mars 2012. Relation: DIE/2012/2916. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): Ries.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 16. März 2012.

Référence de publication: 2012033261/979.

(120043519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2012.

Foyer Assurances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 34.237.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 22 mars 2012 que:

- Madame Nathalie WORRÉ ainsi que Messieurs André BIRGET, Benoît DOURTE, Marc LAUER, Henri MARX, Christian PENNING et Gilbert WOLTER ont été reconduits comme administrateurs pour la durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2013 qui aura à statuer sur les résultats de l'exercice 2012.

- la société anonyme Ernst&Young a été reconduite comme réviseur d'entreprises pour une durée de 3 ans, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2015 ayant à statuer sur les résultats de l'exercice 2014.

Monsieur Gilbert WOLTER a été reconduit comme Président du Conseil d'administration pour une durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale de l'an 2013 qui aura à statuer sur les résultats de l'exercice 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FOYER ASSURANCES S.A.

Référence de publication: 2012036174/17.

(120048557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Fare Development S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 151.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FARE DEVELOPMENT S.A. S.P.F.

Société Anonyme - société de gestion de patrimoine familial

Référence de publication: 2012036159/11.

(120048406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Fashion Box International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 43.317.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FASHION BOX INTERNATIONAL S.A.

Angelo DE BERNARDI / Robert REGGIORI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012036160/12.

(120048242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Fiduciaire Centra Fides S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 39.844.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2012.

Référence de publication: 2012036161/10.

(120048066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

Javari S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 66, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 125.503.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de la société le 1^{er} janvier 2011

L'Assemblée constate et accepte la démission de Monsieur WIES Aurélien, né à Villerupt (France) le 27 août 1982, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 66, Boulevard Napoléon 1^{er} à dater du 1^{er} janvier 2011 de sa fonction d'Administrateur.

L'Assemblée constate et accepte la démission de Monsieur FAYS Eric, employé privé, né à Messancy (Belgique) le 25 septembre 1968, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 66, Boulevard Napoléon 1^{er} de sa fonction d'Administrateur en date du 1^{er} janvier 2011.

L'Assemblée nomme alors Monsieur NOSPEL Jean-Luc, né le 17 juin 1968 à Villerupt (France), demeurant à F-54260 Longuyon, 60, Rue Carnot, à la fonction d'Administrateur Unique en date du 1^{er} janvier 2011, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

JAVARI S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2012036229/21.

(120047995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.

PanEuropean (Lisbon) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 94.462.

En date du 8 mars 2012, l'associé unique a pris la décision suivante:

- Transfert du siège social de la Société du 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, avec effet au 5 mars 2012.

Il a été porté à la connaissance de la Société que l'adresse professionnelle des gérants suivants est au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et ce avec effet au 2 janvier 2012:

- Jorge Perez Lozano

- Xenia Kotoula

- Israel Domingo Basilio

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2012.

Pour la Société

Israel Domingo Basilio

Gérant

Référence de publication: 2012036348/21.

(120048071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2012.
